

• revue bimestrielle  
d'information  
et d'analyse

# politikā

juin  
juillet  
2016

#01



argent | page 16

Les Crésus  
s'enrichissent au  
pays des pauvres



industrie | page 28

Moteur de  
développement à  
actionner

dossier | page 8

**indépendance**

LE LONG CHEMIN DE CROIX  
DE MADAGASCAR

*Ceci n'est pas une finalité politique.*



# LA FES À MADAGASCAR

Le bureau de la Fondation Friedrich Ebert Madagascar fait partie du grand réseau qui compte plus de 100 bureaux dans le monde entier. Madagascar a été parmi les premiers pays partenaires de la Fondation. Le bureau à Antananarivo existe depuis 1964. Les activités principales à Madagascar sont axées sur les domaines suivants:

- la promotion de la culture politique démocratique
- le renforcement de la démocratie sociale
- la promotion de jeunes leaders malagasy
- le rôle des médias dans la démocratie
- le développement durable et la transformation de l'économie
- le soutien au dialogue social
- l'intégration régionale et internationale



## NOS OBJECTIFS

Une société libre et solidaire qui promeut l'égalité des chances en matière de participation politique, économique, sociale et culturelle, sans distinction d'origine, de sexe ou de religion ; une démocratie dynamique et solide ; une économie portée par une croissance durable et offrant un travail décent pour tous ; un Etat social qui offre de meilleurs systèmes de formation et de santé, lutte contre la pauvreté et protège contre les principaux aléas de la vie ; un pays qui assume ses responsabilités pour la paix et le progrès social en Europe et dans le monde.



## NOS ACTIONS

Nous œuvrons pour la promotion et le renforcement de la social-démocratie, notamment à travers:

- LA FORMATION POLITIQUE
- LE CONSEIL POLITIQUE
- LA COOPÉRATION INTERNATIONALE
- L'OCTROI DE BOURSES
- LA MÉMOIRE COLLECTIVE DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE



## sommaire

### polis

- 8 **indépendance.** Le long chemin de croix de Madagascar
- 14 **objectif 2018.** Des partis en ordre de bataille pour la présidentielle
- 16 **pratiques politiques.** Les Crésus s'enrichissent au pays des pauvres
- 18 **ketakandriana raftoson.** La Callas de la société civile
- 22 **mouvements citoyens.** L'émergence d'une nouvelle Gauche

### focus

- 28 **industrie.** Moteur de développement à actionner
- 32 **fec.** Le gouvernement doit mieux faire
- 34 **antevolo.** Les parias de la Matatàna

### actuel

- 40 **nouvel an malgache.** Un courant d'opinion divergeant
- 42 **articide.** Le malaise de l'art contemporain
- 44 **chronique.** Que reste-t-il de notre culture?
- 45 **à la page.**

## prélude

**H**ermétique. Ce mot se définit comme «toute fermeture parfaitement étanche et l'objet qui en est muni». A plusieurs niveaux, Madagascar est devenu hermétique alors qu'il est, par nature une île qui a été une terre d'ouverture. La Grande île est prisonnière de ses choix – ou plutôt de ses non-choix – car moins de 50% des votants se sont rendus aux urnes, par exemple, lors de la présidentielle de 2013. A plusieurs reprises, les Malgaches n'ont pas appris des erreurs du passé.

Hermétique. C'est une maladie que les dirigeants ont la fâcheuse habitude de contracter une fois à la tête du pays. Une fois au pouvoir, l'on est hermétique face aux réalités et aux cris du peuple qui agonise. Effectivement, comment la plèbe peut prouver au Président de la République qu'elle s'est appauvrie si celui-ci a des œilletons dans les yeux et s'il est, à son tour, apathique. A juste titre, Madagascar est dirigé par le régime «hermétique» qu'il mérite.

Anesthésiés par les «turpitudes» du quotidien, les citoyens se laissent flétrir et sont résignés face à un système qui tend à donner de larges prérogatives à une minorité qui prend en otage la démocratie.

Hermétique. Les régimes malgaches de tout temps avaient toujours honni les revendications sociales. Ils s'étaient terrés dans le déni alors que le droit de grève doit s'exercer. C'est un moteur principal de la pratique démocratique. Ainsi, au-delà de toutes les réformes chantées et louées surtout auprès des bailleurs de fonds, il faut d'abord repenser la démocratie pour qu'elle ne s'apparente plus à la dictature d'une poignée de personnes dans nos vertes contrées.

Hermétique. Politikā aspire à ne pas l'être. La revue veut promouvoir un certain concept de la liberté, défendre les minorités et propager les idées progressistes dans ses colonnes. Le bimestriel politique n'ambitionne pas de changer, du jour au lendemain, les pratiques démocratiques ancrées depuis des années, mais il est confiant sur le fait que l'idéologie doit être idolâtrée, non les hommes. **P**

Un régime «hermétique»



Andriamanambe RAOTO

# contributeurs



**Marcus SCHNEIDER**

Le Représentant résident de la Fondation Friedrich Ebert (FES) à Madagascar a suivi un cursus en histoire, en sciences politiques et en relations internationales à Tübingen, à Paris et à Berlin. Marcus Schneider a rejoint des rangs de la fondation allemande en 2010. Il sera en poste en Serbie, puis au Botswana avant de venir à Madagascar. Il est le Directeur de Publication de la revue Politikā.



**Alain ILONIAINA**

Après des études en Histoire, Iloniaina Alain intègre l'Unité de formation et de recherche en journalisme à la Faculté des Lettres et des sciences humaines de l'Université d'Antananarivo. Sa maîtrise spécialisée en journalisme en poche, il intègre l'équipe du quotidien L'Express de Madagascar où il exerce en tant que journaliste politique jusqu'en 2013. Il est actuellement correspondant d'agences et de journaux régionaux et internationaux. FDJ 2013.

**Andriamanambe RAOTO**

Journaliste généraliste, il a entamé sa carrière au sein du magazine Revue de l'Océan Indien. Sortant de l'Ecole Supérieure de l'Information et de la Communication (ESIC), à Saint Michel, Amparibe, il est le rédacteur en chef du magazine Expansion Madagascar, de la revue Politikā et responsable éditorial au sein de l'Agence de communication BECOM. Il est aujourd'hui spécialisé dans les questions politiques, économiques et sociétales. YLTP 2013.



**Karina ZARAZAFY**

Economiste de formation, Karina Zarazafy est tombée dans le journalisme en 2012. C'est la date à laquelle elle a intégré le département interdisciplinaire de formation professionnelle de l'Université d'Antananarivo, pour suivre une formation de master en journalisme économique. Elle a débuté sa carrière chez Midi Madagasikara. Par la suite, elle est passée dans la presse en ligne LeDaily.mg, puis chez Le Madagascar. YLTP 2016.



**Hilda HASINJO**

Passionnée par le journalisme depuis son enfance, Hilda Hasinjo en a fait sa carrière. Elle a commencé dans la presse écrite et a fait un crochet dans la télévision. En 2014, elle rafle le deuxième prix de la meilleure investigation 2014 lors d'un concours organisé par la Fondation Friedrich Ebert. En 8 ans de carrière, elle s'est spécialisée dans la rubrique économique. FDJ 2014.



**Vahömbey RABEARISON**

Senior consultant en ingénierie culturelle, Vahömbey Rabearison dispense des séminaires et effectue des conférences dans ce domaine. Récemment, il a été en Centrafrique auprès des étudiants en Master II et doctorants de l'Université de Bangui. Sur le plan personnel, ses recherches actuelles se focalisent sur le thème Revolisiöna Vazimba, la «révolution Vazimba». Dans ce numéro, il s'est immergé dans le Nouvel An malgache.

## Madagascar fait du feu tout bois



Les autorités malgaches défient les autorités internationales. Le ministère de l'Environnement, de la forêt et de l'écologie a annoncé officiellement sa volonté de vendre le stock de bois de rose, tout en arguant que l'Etat n'est pas prêt à collaborer avec Singapour dans le cadre du procès de l'importation de bois de rose. Ce, malgré le veto officiel de la Convention internationale de commerce de faune et flore menacée d'extinction (CITES) sur le commerce de stock de bois de rose saisi. Milena Sosa Schmidt, l'experte de la CITES dépêchée auprès de la Grande île, a déjà mis à nu la mauvaise foi de la partie malgache vers le début du mois de juin. «Je déplore qu'il y ait un tel manque de transparence», a-t-elle déploré.



## VERBATIM

“ Prouvez-moi que la population malgache s'est appauvrie

Hery RAJAONARIMAMPINANINA  
Président de la République

### pauvreté

## Le Président persiste et signe

Hery Rajaonarimampianina a martelé durant ses multiples inaugurations dans les quatre coins de l'île que la pauvreté ne découle pas de son mandat malgré les critiques nourries de ses opposants. A Toamasina, la capitale betsimisarakana, il a affirmé que la situation actuelle du pays résulte des crises précédentes et qu'il est difficile de redresser la barre. Pour le locataire d'Iavoloha, la solidarité, l'unité et la réconciliation sont les piliers qui garantissent la stabilité nécessaire au redécoupage économique de la Grande île.

### corruption

## Un pôle en gestation

La corruption est une gangrène qui mine la société malgache. Des pôles anti-corruption au niveau des six provinces devraient remplacer l'inefficace chaîne Pénale économique anti-Corruption. Cela entre dans la Stratégie de lutte contre la corruption (SNLCC).



### déstabilisation

## Perquisitions sur un train de sénateur

Après son appel, manqué, à une «opération ville morte», le domicile du sénateur Lylison René de Rolland à Andohan'i Mandrozeza a été perquisitionné. Pour le président du Sénat, Honoré Rakotomanana, l'appel peut être considéré comme un flagrant délit, ce qui a pu justifier la perquisition chez lui sans la levée de son immunité parlementaire. Quelques jours après, la Justice a embayé en affichant la volonté de poursuivre cet élu.

### L'Armada torpille Rajaonarimampianina

Le président de la République est la cible des tirs nourris des camps adverses. Les membres de l'Alliance Républicaine de Madagascar (Armada) - plateforme qui regroupe le Mapar, le VPM MMM, le Hiaraka Isika, Avana et le PLD - ne sont pas allés par le dos de la cuillère pour fustiger le régime actuel et surtout pour demander la démission du Président de la République, qui paraît de plus en plus isolé sur la scène politique.



### chiffres

12 millions d'ariary

la somme qui a disparu des locaux de la primature

0

le nombre de projet de loi qui a été examiné lors du premier mois de la session ordinaire de l'Assemblée nationale

3/9

le nombre des membres Haut Conseil pour la Défense de la Démocratie et de l'Etat de Droit (HCDDED) connus jusqu'à maintenant



*indépendance*

# LE LONG CHEMIN DE CROIX DE MADAGASCAR

**C'est quand qu'on va où ? 56 ans après avoir accédé à l'indépendance, le navire Madagascar erre encore sur un océan de tâtonnements et d'incertitudes. Depuis 1960, la Grande île cherche sa voie, jonchée de crises et d'instabilités politiques alors que, paradoxalement, elle dispose de nombreux atouts pour réussir.**

 Iloniaina Alain  
Karina Zarazafy  
Hilda Hasinjo  
Andriamanambe Raoto  
  
 Agence nationale d'information Taratra

**D**epuis l'indépendance, le pays connaît une tendance à la baisse de son niveau économique. D'un pays économiquement prometteur dans les années 60, il passe à un statut d'Etat fragile en 2010, après avoir été classé parmi les pays pauvres et parmi les pays moins avancés. Hery Ramiarison, docteur en économie et enseignant à l'Université d'Antananarivo analyse: «*Le pays est caractérisé par un manque indéniable de capacité qu'il lui est difficile, voire impossible, de se relever d'un choc, qu'il soit économique, politique, catastrophe naturelle ou autres*».

**LORS DE SON PASSAGE À MADAGASCAR**  
les 10 et 11 mai derniers, Ban Ki-moon, Secrétaire

général des Nations unies, résume en quelques lignes les obstacles colossaux qui devraient encore être surmontés. «*La généralisation de la pauvreté est préoccupante*», déplore-t-il, devant les parlementaires le 11 mai, à Anosy. Le SG des Nations unies parle d'un taux de chômage élevé, du nombre minime d'enfants qui terminent le primaire alors que l'accès à l'eau potable est l'un des plus difficiles au monde. «*Ici, la plupart des communautés manquent de dispensaires et n'ont pas accès à l'eau salubre ni à d'autres services de base. La majorité des enfants ne fréquentent jamais l'école secondaire. Et de nombreuses personnes n'ont pas accès à la justice*», cite-t-il

*[...] la trajectoire de l'économie malgache se caractérise [...] par une tendance récessive qui perdure depuis l'indépendance*

#### fortunes diverses des sociétés d'Etat

L'Etat a compté dans ses rangs des fleurons comme la Paositra Malagasy (PAOMA), RNCFM, SOLIMA... Ces sociétés d'Etat ont connu des fortunes diverses. La branche télécom de la PAOMA a été privatisée et est devenue l'une des compagnies-phares de la téléphonie mobile. Le RNCFM a été cédé avec succès à un homme d'affaires malgache. D'autres, comme la JIRAMA ou Air Madagascar, continuent à boire le calice jusqu'à lie jusqu'à maintenant.

avant de rappeler un taux de croissance faible. Une étude menée par l'Institut de recherche pour le développement (IRD) et publiée en avril 2013 soutient que «*la trajectoire de l'économie malgache se caractérise (...) par une tendance récessive qui perdure depuis l'indépendance*». Une contreperformance économique que les auteurs du rapport, Mireille Razafindrakoto, François Roubaud et Jean Michel Wachberger, qualifient d'énigme, de paradoxe voire même d'aberration. «*La Grande île voit le pouvoir d'achat de sa population amputé d'un tiers de sa valeur entre 1950 et 2010, alors que celui de l'Afrique subsaharienne, dont les performances sont pourtant loin d'être exceptionnelles, a presque triplé*», soulignent-ils dans leur rapport intitulé

«*Institution, gouvernance et croissance à long terme à Madagascar: énigme et paradoxe*». Soutenant cette thèse, Patrick Imam, représentant résident du Fonds monétaire international (FMI), affirme que la Grande île est un pays «*plein de potentiels qui sont visibles partout, à part dans les statistiques*». Mireille Razafindrakoto, François Roubaud et Jean Michel Wachberger soutiennent d'ailleurs que Madagascar avait, en 1960, «*les atouts nécessaires pour réussir son décollage économique*». Pour eux, le pays dispose de «*frontières naturelles, (est) riche en terres arables et en ressources minières et ligneuses (...) soit autant d'avantages structurels (...) que de nombreux pays pauvres (...) ne peuvent que lui envier*».

**DANS CET OCÉAN DE PAUVRETÉ**, la Grande île n'a d'autres choix que de compter sur les aides internationales. Une dépendance qui lui fait perdre un peu de sa souveraineté sur son choix de développement. «*Près de la moitié du budget de l'Etat est financée par les aides extérieures dans la mesure où nos ressources internes propres ne sont pas suffisantes pour boucler le budget de l'Etat*», indique Hery Ramiarison. Sur 4 852,5 milliards d'ariary de dépenses totales estimées en 2015, seuls 2 843,6 milliards d'ariary, soit 58%, ont été financés par les recettes fiscales. Les ressources internes étant consacrées aux dépenses de solde et de fonctionnement, l'enseignant-chercheur ajoute que «*presque 80% du budget consacré aux programmes d'investissements publics (PIP) proviennent de financements extérieurs*». Pour l'année 2015, par exemple, sur les 1 289 milliards d'ariary de dépenses en capital, 1 059,1 milliards d'ariary, soit 85%, proviennent de ressources externes. Et lorsque le pays avait dû se passer des aides formelles internationales, «*les investissements productifs ont chuté*», comme le rappelle la Banque mondiale dans sa «*Revue des dépenses publiques de 2011*».

**MAIS « L'AIDE INTERNATIONALE a non seulement traditionnellement financé environ 2/3 des projets inscrits (et la moitié de ceux engagés), les bailleurs ont, en plus, joué un rôle influent dans leur sélection, exécution et contrôle», souligne l'institution de Bretton Woods dans son rapport. Un rôle prépondérant qui, reconnaît la Banque mondiale, fait que «*la conception et la gestion des projets échappent en grande partie aux autorités*». Ce qui accentue, de fait, la pauvreté parce qu'il est «*difficile de s'attendre à leur forte implication*». Comment en est-on arrivé là? Pourquoi tant de gâchis? Ce n'est pourtant pas faute d'avoir**



Philibert Tsiranana, premier Président de la République, porteur d'un espoir jamais concrétisé

essayé «*de nombreuses stratégies de développement (socialisme, libéralisme, etc.) et des régimes politiques (interventionniste, démocratique)*», comme le rappelle Hery Ramiarison. Mais cela n'a pas amené des résultats positifs. L'enseignant-chercheur met en avant l'«*absence de vision et d'anticipation, de politique claire, d'absence d'études du contexte international dans la prise de décision par l'Etat*».

**PHILIPPE HUGON, ÉCONOMISTE** du développement, parle de «*processus de décision très lents (qui) conduisent le plus souvent à des mesures à contretemps*». Il évoque également une «*absence de stratégies proactives prenant en compte les transformations de l'environnement régional et international (qui) interdit des ajustements nécessaires à la régionalisation et à la mondialisation*». Hery Rajaonarimampianina, Président de la République, estime pour sa part que la déficience du capital humain est l'un des handicaps de notre économie. «*Cette grande déficience*

*en capital humain nous empêche de nous développer et d'acquérir notre indépendance économique. Plus de 75% de notre population active ont un niveau d'éducation inférieur au primaire. Comment peut-on développer le pays avec ce niveau de capital humain où la majorité de la population se trouve obligée à n'entreprendre que des activités économiques peu productives ou de subsistance*», avait-il glissé lors du Salon des Mines en juin 2014. Plus que le manque de connaissance de la population, Ramisandrazana Rakotosoa, historienne, soulève un aspect culturel lié à l'approche des Malgaches du secteur de la production. «*Nous avons toujours vécu dans la prédation, permise par notre nature généreuse. La population a profité de l'abondance de la nature et ne sait pas créer des richesses. Nous n'avons pas cette fibre, sauf pour une minorité. Et même actuellement, nous sommes habitués à cette richesse facile, qui bascule dans la prédation négative avec la complicité des gens de l'extérieur pour instaurer une économie prédatrice*», alerte-t-elle.

Cette théorie est renchérie par Hery Ramiarison qui affirme qu'«*au stade où nous sommes, c'est la création de richesse à court terme et la contrebande qui prédominent, faute d'environnement économique favorable et de cadre clair pour un investissement à long terme*». Il se désolé alors qu'entretemps, «*les autorités appliquent la politique de bienvenue, la tendance en Afrique. L'on ouvre notre territoire à bras ouverts aux investisseurs à coup de conditions excessivement favorables pour ces derniers, et au détriment de l'intérêt du pays*».

Faut-il dès lors s'étonner que, comme le regrette l'enseignant-chercheur, les étrangers continuent de prédominer dans le secteur privé? «*C'était le cas pendant l'époque coloniale et ils continuent d'avoir l'emprise sur l'appareil économique tout entier alors que la majorité de la population vit dans la pauvreté*», avance-t-il. Mais faut-il, en même temps, s'étonner de certaines initiatives destinées à écarter les étrangers de l'accès au secteur de production? Car comme l'explique Philippe Hugon, «*Madagascar a toujours combiné une faible extraversion et ouverture économique et une forte dépendance économique, renforçant des attitudes nationalistes, voire isolationnistes, ou des jeux de ruse par rapport aux mesures imposées de l'extérieur*».

**PLUS QUE L'ABSENCE D'INDÉPENDANCE** économique, c'est plutôt cette forme d'abandon, volontaire ou non, de la souveraineté, perceptible dans l'attitude des dirigeants politiques, qui cultive la perception de la dépendance de Madagascar. «*Je ne cesse de lire et d'entendre et de répéter les mots communauté internationale, bailleurs de fonds, Fonds européen et de développement etc., à toutes les occasions, qu'elles*

soient bonnes ou mauvaises», confie Mohamed Amar, ambassadeur du Maroc à Madagascar et doyen du corps diplomatique, à l'occasion de la présentation des vœux des corps constitués à Iavoloha, le 8 janvier dernier. Alors que son pays, ajoute-t-il, «*compte tout d'abord sur ses forces, sur ses potentiels avant de compter sur l'aide et l'assistance des autres, et entreprend toutes les démarches, et encourage toutes les initiatives pour que le Royaume soit libre de ses mouvements (...) surtout libre de défendre son indépendance et sa souveraineté comme il l'entend*». Mais il y a aussi, derrière la pauvreté chronique, la défaillance du socle institutionnel et politique ainsi que l'instabilité politique chronique. Le pays a connu quatre crises politiques majeures (voir encadré), et au moins autant de Constitutions, au cours de sa jeune histoire postcoloniale. Sans parler de ces mouvements sociaux qui, comme le souligne Jean Claude Ramandimbarison, sociologue, «*chassent les régimes en place et mettent au pouvoir des hommes providentiels qui n'étaient et ne sont nullement préparés à ce rôle*».

**COMME LE DIT ÉGALEMENT**

Ramisandrazana Rakotosoa, l'indépendance «*octroyée*» en 1960 était mal partie et, visiblement, n'a pas servi au développement du pays, du moins pour l'instant. Les dirigeants malgaches n'arrivent pas à contrôler les manettes des pouvoirs. «*En substance, les Malgaches ne s'y sont pas préparés (à l'indépendance), et ce, malgré les luttes menées durant la période coloniale. Ils ne savent pas quoi en faire*», commente-t-elle. L'historienne croit savoir que la notion de République et ses valeurs s'entretient avec la culture malgache et l'adaptation a été difficile. «*La société malgache reste fragmentaire et il n'y a pas de conscience nationale, de conscience patriotique. Il existe un décalage entre une société démocratique, individualisée, et la société malgache (...) La nature timide des Malgaches ne facilite pas la libre expression, essentielle pour la bonne marche de la démocratie*», avance encore l'historienne.

Jean Claude Ramandimbarison refuse pourtant le fatalisme et croit en un avenir meilleur. «*Crise profonde, il y en a assurément. Mais cette crise n'est pas que ruine et désespérance. Elle est d'abord mouvement de destruction et de déstructuration comme d'émergence de nouveauté et d'inédit*», espère-t-il. Le sociologue pense à une «*phase de transition*» qui «*bouscule les valeurs et les hiérarchies, le droit, la justice, la sauvegarde des personnes*

*et des biens. De ce désordre sortiront peut-être une société et une culture mal identifiées*», conclut-il.

**POUR RAMISANDRAZANA RAKOTOSOA**, la solution se trouve dans l'éducation. «*Il faut jeter les bases d'un sentiment national sans être nationaliste, cultiver le sens patriotique*», estime-t-elle. Elle prône également «*un minimum de régulation pour la mise en place des choses communes : quelle éthique morale commune, quelle histoire partagée, quelle loi commune, édictée d'une manière consensuelle et non artificielle, ou obtenue par la violence*». Avant d'insister sur la nécessité «*d'un grand chef pour rassembler tous les Malgaches avec une vision claire pour préparer tout ça*».

La dépendance économique, souligne d'ailleurs Hery Ramiarison, n'est pas toujours une mauvaise chose. Le plus important, estime-t-il, en faisant le parallèle avec les pays de l'Asie du Sud-Est, est de gérer au mieux l'ingérence des étrangers. «*Ils ont été colonisés, comme nous, puis ont appliqué les ajustements structurels sous l'égide des bailleurs de fonds, et surtout ils ont beaucoup fait pour attirer les investissements directs étrangers (IDE). Mais ils ont réussi à sortir du piège de la pauvreté, sont devenus pays émergents. Et on peut dire qu'ils sont indépendants économiquement après avoir su capitaliser les effets d'entraînement apportés par les capitaux étrangers*», conclut-il. **P**

**le paradoxe malgache: croissance et crises socio-politique 1960-2010**



source : Institution, gouvernance et croissance de long terme à Madagascar: l'énigme et le paradoxe



**crises : des maux récurrents**

C'est une maladie qui a accompagné l'émancipation de la Grande île. Depuis son indépendance, le pays a connu 4 crises politiques majeures ayant entraîné de graves récessions économiques. Madagascar n'est pas une exception au sein du continent africain. Les crises politiques ont enfanté les politiciens qui continuent à dominer la scène politique jusqu'à maintenant. Madagascar a entamé sa longue litanie de crises en 1972 au sortir de la première République et dans le contexte de la reconduction de Philibert Tsiranana à près de 99%. Douleuruses et lancinantes, les crises malgaches constituent un rappel constant de l'instabilité de ce pays. Celle de 2009 a été la plus longue parenthèse extraconstitutionnelle vécue par la Grande île. Mais d'une manière globale, le nœud de conflits n'a jamais été dénoué entièrement.



Les crises cycliques ont entraîné des conséquences économiques et sociales désastreuses. A de nombreuses reprises, le pays a semblé enclencher un cycle de croissance, mais cet envol a été stoppé par les crises. A chaque fois que Madagascar a connu une telle ébauche de décollage, celle-ci s'est soldée au bout de quelques années par une crise politique majeure qui a remis en question la dynamique positive amorcée. A croire qu'il y a un réel sabotage.

----- **Andriamanambe Raoto**



**des VUES & des OPINIONS**

**comment avez-vous vécu notre indépendance ?**

**Hugues RAJAONSON, expert en économie**  
A l'époque, j'habitais et j'étudiais encore à Antsirabe. L'indépendance a été proclamée et nous avons eu un Malgache à la tête de l'Etat en l'occurrence Philibert Tsiranana. Cependant, je n'avais vu aucun changement notable. Les Français dirigeaient encore toutes les sphères de l'Etat malgache. Toutes les démarches administratives s'opéraient encore en français. Même les techniciens au niveau des ministères étaient des Français, le rouage administratif demeurait l'apanage des Français, l'enseignement était en langue française et administré par des Français. En gros, dans la pratique, rien n'a changé par rapport aux années précédentes sous le régime colonial. **K.Z.**

**Fanomezana RABAKOARISOA, étudiante en politique sociale et développement**

Je ne vais pas être fataliste, mais rien ne va à Madagascar. La plupart des habitants de la Grande île sont dans une précarité extrême. La population se trouve dans une très grande misère. Je déplore qu'en 56 années d'indépendance, les services publics se sont dégradés d'une manière dramatique, ils ne répondent plus aux besoins de la masse populaire quand ils ne sont pas tout simplement absents. Ce qui me désole, c'est que malgré cette situation presque dramatique, la population ne réagit pas, elle est apathique. Globalement, nous n'avons, en aucun cas notre indépendance. Nous devons toujours être tributaire d'une quelconque aide de l'extérieur. **A.R.**

**Tolojanahary RAFALIMANANA, étudiant**

Je trouve que nos valeurs et notre culture sont en train de partir en lambeaux. Ce, au fur et à mesure que nous nous éloignons de l'esprit de 1960 et des luttes patriotiques qui nous ont fait accéder à l'indépendance. Pour y remédier, il serait judicieux de réintégrer les valeurs de l'indépendance dans les cursus scolaires. J'estime que pour être indépendant, il faut l'être dans sa tête. **H.A.**



**Dina Jeanne FOTOMANANTENA**  
Historienne

**“ les Malgaches sont devenus fatalistes. ”**



Andriamanambe Raoto

VISION D'UNE HISTORIENNE AYANT VÉCU L'INDÉPENDANCE DU PAYS, PUIS SA DÉCADENCE.

**Comment avez-vous vécu le passage de l'indépendance de la Grande île ?**

J'avais 9 ans à l'époque de notre indépendance, mais j'étais déjà consciente des réalités. Je ne cernais pas encore précisément la portée historique de l'évènement mais je voyais la joie inscrite sur le visage de mes parents. J'avais vécu cette parenthèse pleine d'espoir du pays. Au fur et à mesure de ma scolarité, j'avais été reçue aux concours auxquels je m'étais présentée. Ce, sans intervention ni corruption.

**Puis, vint le tournant des années 70...**

En 1972, je n'étais pas gréviste même si j'étais devenue une ratsirakiste convaincue. Quand il avait été élu, j'ai fait la fête. Je voyais en lui l'espoir de la jeunesse malgache pour se détacher de la colonisation. J'ai obtenu une bourse à l'extérieur, c'était une occasion de pouvoir participer au développement de mon pays.

**Vous avez été le témoin de la décadence de la Grande île également.**

Au fur et mesure des années, je n'ai pas refusé des postes par principe. Je croyais en mes efforts pour participer au développement de mon pays. C'est pour cela que sous

Ratsiraka, je suis devenue recteur d'Université et Directeur général de ministère. Le problème actuel est que les Malgaches ne croient plus au développement de ce pays. Nous sommes tous fascinés par ce qui se passe à l'extérieur. Pis, nous sommes presque fatalistes alors que je crois que chacun de nous devrait s'investir à chaque niveau. Personnellement, j'ai bâti une structure hôtelière avec les normes nécessaires. Je crois que ma région d'origine le mérite. D'une manière générale, les dirigeants du pays ont perdu la notion de la responsabilité envers la nation. Ils ne pensent qu'à leur entourage. Cette notion de destinée commune est omise par ceux qui sont et ceux qui ont été à la tête du pays.



# Des partis en ordre de bataille pour la présidentielle

objectif 2018

**On reprend et on recommence. Alors que le président Hery Rajaonarimampianina est à mi-mandat, des partis ont les yeux rivés sur la prochaine élection présidentielle.**



Andriamanambe Raoto



Alain Iloniaina

**A** l'allure où vont les choses, la clarification du paysage politique reste encore un défi à relever. Quelques hommes politiques ont choisi d'afficher la couleur. Décision tranchée ou pas de s'aligner à la course à la magistrature suprême, d'autres préfèrent encore avancer masqués.

**L'ANCIEN PRÉSIDENT** Marc Ravalomanana et l'ancien président

de la Transition, Andry Rajoelina, ne cachent plus leur ambition. Le premier, malgré sa condamnation judiciaire dans le dossier du 7 février, est déjà lancé dans la course. Il réutilise la «carte Tiko», pour relancer sa machine politique, cette fois-ci sans l'autre canal religieux. La campagne de recrutement des employés du groupe est l'arme à double détente utilisée.

L'ancien chef de l'Etat joue la fibre émotionnelle de l'opinion en se posant

en tant qu'opérateur économique actif, mais bloqué par l'administration, dans un contexte socio-économique difficile. Les déplacements en provinces semblent à la fois un objectif, à la fois politique et économique, afin de rattraper le temps perdu, surtout auprès des jeunes.

**ANDRY RAJOELINA** préfère choisir la reconstruction, après la défection de plusieurs éléments de son camp, tout en lançant une l'offen-

sive sur le terrain. Le patron du parti *Miaraka amin'ny Prezidà Rajoelina* (MAPAR) joue l'équilibriste entre l'effacement, pour éviter d'être grillé d'avance, et la présence, afin de contourner le risque de l'oubli des électeurs. L'ancien président de la Transition et son équipe tentent des actions d'éclat comme l'opération de séduction dans le Sud, ou d'autres opérations sociales par le biais de différents intervenants, en faveur la classe pauvre. La réclamation d'une présidentielle, par le biais de l'Alliance républicaine de Madagascar (Armada) anticipée, constitue une autre facette du plan.

Hery Rajaonarimampianina revêt encore l'habit du chef de l'Etat, celui du «*raiamandreny*», afin de profiter des avantages liés à sa fonction. Mais des indices laissent transparaître une volonté de son équipe de préparer le terrain. La physionomie du gouvernement «de combat», resserré autour du Premier ministre et ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, pourrait accréditer cette thèse. La course à la création d'organes de presse à deux ans de la présidentielle n'est pas non plus le fruit du hasard.

## LE PARTI PRÉSIDENTIEL

*Hery vaovao ho an'i Madagasikara* (HVM) s'est, dans un premier temps, efforcé de gagner les communales et les sénatoriales avant de penser à sa restructuration interne par la tenue d'un congrès avant la fin de cette année. Après, «*ce sont les élections qui seront dans l'esprit*», lâche Rivo Rakotovoao, ministre auprès de la Présidence chargé de l'Agriculture et de l'élevage, et Président national du HVM. A l'instar du MFM, d'autres partis ne considèrent pas la présidentielle comme un objectif immédiat. «*C'est encore loin. C'est le «Vovonana», notre congrès, en 2018 qui nous permettra de prendre une position sur la question*», avance le sénateur Olivier Rakotovazaha, secrétaire général de la formation politique. D'autres partis, comme le Leader Fanilo, qui tiendra son congrès national en juillet, sont encore secoués par des



## régionales et provinciales, renvoyées aux calendes grecques

Pendant que les partis se projettent déjà en 2018, l'Administration, ainsi que la Commission électorale nationale indépendante (CENI) n'ont pas tout à fait accompli leur devoir en matière d'élection. En effet, les régionales et les provinciales n'ont pas encore eu lieu jusqu'à maintenant. Elles devraient boucler le cycle électoral entamé en 2013 avec la présidentielle. Aucune date n'a été communiquée pour la tenue de ces élections. «*Elles ne seront pas organisées pour cette année. Ce n'est pas une priorité pour l'Exécutif. Il n'y a pas de fonds nécessaires dans les caisses de l'Etat pour réaliser ces scrutins*», explique une source proche du dossier auprès de la CENI. Les seules bribes d'information publiées indiquent que le mode électoral sera le suffrage universel indirect. Jusqu'à présent nommés, les 22 chefs de régions et les six chefs de province pourraient désormais être élus au suffrage universel indirect. Le parti Hery Vaovao ho an'i Madagasikara (HVM) a réalisé une razzia lors des communales. Etant majoritaire au sein du Sénat et des communes, il est assuré de rafler tous les sièges lors des élections à venir. Une mainmise du parti Bleu ciel ne serait pas étonnant lors de ces élections

provinciales, de quoi préparer sereinement 2018...

----- Andriamanambe Raoto



luttons intestines pour se préparer à la présidentielle.

Malgré l'adoption de la loi sur les partis, l'échiquier local est loin de ce souhait d'une structuration politique. Bon nombre de dispositions prévues par la loi sur les partis ne sont pas encore appliquées. C'est le cas du financement des formations politiques ou de la réglementation de l'accès aux médias publics. Pour diverses raisons, l'institutionnalisation de l'opposition n'est pas encore effective.

**OLIVIER RAKOTOVAZAHA** concède les difficultés de regroupement idéologique des partis, du moins pour l'instant. «*C'est impossible, le clivage gauche/droite n'existe pas*

*encore chez nous. Pour l'heure, les électeurs choisissent encore à partir des tee-shirts et des casquettes*», soutient-il. «*Actuellement, il existe 130 partis. Or, il n'y a pas autant d'idéologies*», observe-t-il.

Avec ses raisons respectives, la classe politique semble accorder son violon, pour ne pas instituer l'opposition officielle, pourtant nécessaires dans un pays démocratique. Les partis qui ne sont pas au pouvoir évitent ce basculement officiel pour échapper à une attaque frontale du régime. La tradition d'une opinion – du moins dans le milieu rural – favorable au «*fanjakana*», à ceux qui y règnent, au détriment d'une opposition constitue une hantise pour certains. Ce qui ne dérange pas le pouvoir. P

## 2013 : un taux de participation famélique

Le deuxième tour de la présidentielle en 2013 a atteint un niveau historiquement bas. Il n'a que légèrement dépassé les 50%, ce qui constitue un fait assez inédit dans la Grande île. Le taux de participation est inférieur de près de onze points pour cette présidentielle : 50,72% contre 61,56 % au premier tour. Cela traduit le fait que les Malgaches se désintéressent de plus en plus de la politique.



pratiques politiques

# Les Crésus s'enrichissent au pays des pauvres

Accéder au pouvoir et le quitter se résument à peu de choses sous nos latitudes : l'argent. Les Crésus politiques s'enrichissent dans un océan de pauvreté.



Andriamanambe Raoto



Catmouse James

« Les députés ne sont pas à vendre à Madagascar. Ils sont plutôt à louer. » Cette phrase, Hajo Andrianainarivelo aime bien le répéter à qui veut l'entendre. Il faut dire que le chef de file du *Malagasy Miara-Miainga* (MMM) est confronté aux mêmes maux que les autres leaders politiques : l'indiscipline chronique de ses élus, notamment de ses députés. Sa sentence résume bien l'environnement ambiant : argent et politique font souvent bon ménage.

« PARFOIS, DANS LA CAFÉTÉRIA de l'Assemblée nationale, ils craquent. La pression sur les députés est terrible. Une fois saouls, ils

déballent les affres de la politique malgache », lâche un élu. Au fil des décennies, les tenants du régime ont mis en place un système qui tend à corrompre facilement les élus devenant tributaires des « subventions », officielles ou non, de la part de l'Etat. Entre les menaces et les pressions, certains ne savent plus à quel saint se vouer. « Le budget alloué aux communes est tellement mince que pour pouvoir honorer ses promesses électorales il faut « quémander » de l'aide auprès de l'Etat », confie une maire élue dans une commune rurale. Pendant des années, elle s'est présentée en tant qu'indépendante, mais elle a dû céder devant le chantage orchestré par le parti pré-

sidentiel, lors des dernières communales l'année dernière. « Il menaçait clairement de fermer les robinets si l'on ne se présente pas sous la bannière du HVM ». Cette situation est loin d'être isolée, députés et autres agents de l'Etat le vivent. Le stratagème a été usité de tous temps. L'« enrôlement », à coup de liasses, des meilleurs éléments locaux dans le cercle politique proche du pouvoir, a constitué un socle pour les régimes successifs afin de gonfler artificiellement les rangs du parti au pouvoir ou pour mettre en place une pseudo-stabilité au sein des institutions comme à l'Assemblée nationale. Le rôle de plus en plus important de l'argent dans le jeu politique est appelé à aller crescendo dans les années à

venir, sans une prise de conscience éthique ou sans de réelles sanctions. L'argent est devenu un catalyseur de la vie politique locale.

**LE RÈGNE DE L'ARGENT** prend des proportions inquiétantes et sidérantes dans toutes les strates des institutions. Quand la presse relaye qu'un ministre aurait payé un « écolage » de quelques centaines de millions d'ariary pour pouvoir s'offrir un portefeuille ministériel, cela n'émeut plus grand monde. Ce, nonobstant la présence du Bureau indépendant anti-corruption (BIANCO) ou le Comité pour la sauvegarde de l'intégrité (CSI), des épouvantails dont se moquent ouvertement bien de politiciens. Actuellement, il est devenu impos-

sible d'envisager une carrière politique lorsqu'on ne dispose pas, au départ, d'une solide fortune personnelle. La liste de tous les chefs d'Etat ou des ministres dont le pouvoir n'a pour but que la mise à sac de la Grande île à leur profit et à celui de leur famille, est longue. Régulièrement, en marge des grandes manœuvres politiques au sein de l'hémicycle, les billets de 10 000 ariary pleuvent. L'épisode de la motion de censure contre le gouvernement en juillet 2015 a été un théâtre de surenchères aussi bien politiques que financières déplorables. Les « mallettes », aussi bien d'un côté que de l'autre, ont craché les liquidités. Au final, la motion a été rejetée de peu. La majorité des deux tiers

des députés n'a pas été atteinte lors du vote. Le gouvernement a donc réussi à renverser la tendance qui lui était défavorable, mais à quel prix ? Cette extrême vénalité des politiciens prend racine dans l'émergence même des partis politiques. Les chefs de parti sont souvent des opérateurs économiques qui se muent en « opérateurs politiques ». En 1919, Max Weber a été l'un des premiers à montrer l'impact de la professionnalisation sur l'activité politique depuis la fin du 19<sup>e</sup> siècle. Aujourd'hui, comme l'a écrit Pierre Bourdieu, « on peut vivre de la politique à condition de vivre pour la politique » en partageant les valeurs, les codes et les connivences de ses pairs bien évidemment. P



Fetison Rakoto ANDRIANIRINA  
Président national du parti RDS

« l'argent ne peut être qu'un outil. »

UN POINT DE VUE SUR L'ENRICHISSEMENT PERSONNEL EN POLITIQUE.

Comment percevez-vous l'omniprésence de l'argent dans la politique ?

Ce n'est pas l'omniprésence de l'argent dans la politique qui me préoccupe mais c'est la manière dont on l'utilise. Il y a un besoin d'éthique et de bonne gouvernance à défaut desquels, c'est la gabegie et l'anarchie régnante. Les ressources sont mal gérées, les frustrations et le malaise général s'élèvent. La paix sociale et la stabilité politique, garantes du déve-

loppement sont ignorées par ceux qui gouvernent. C'est ainsi que le cycle de la pauvreté et du non-développement perdurent et finiront par être ingérables.

La pratique politique est-elle indissociable de l'argent ?

L'argent ne peut-être qu'un outil pour transformer une vision, un programme en des actes visant la réalisation des objectifs bien définis pour le bien du plus grand nombre. Si l'argent est utilisé pour acheter la confiance de l'électorat, Madagascar ne se développera jamais, nos dirigeants resteront toujours rede-

vables envers ceux qui les ont financés et le peuple ignoré, se retrouve floué. C'est un marché de dupes.

Y-a-t-il une perspective dans la situation politique actuelle ?

En tant que socio-démocrate, notre parti refuse le non-respect d'une alternance démocratique, même s'il est vrai que ce gouvernement a failli à sa mission. Les Malgaches doivent désormais faire attention pour le choix de leur futur dirigeant.



Andriamanambe Raoto

## *ketakandriana rafitson,* la Callas de la société civile

**Elle est juriste et à la fois la figure montante de la société civile. Militante active, Ketakandriana Rafitson est la porte-voix d'une jeunesse en manque de repères. Portrait.**



Mammie Fanahimanana & Andriamanambe Raoto



Photo fournie

**K**etakandriana Rafitson, de son nom complet, « Ke » pour les intimes. Il nous a fallu patienter avant de la rencontrer en raison de son emploi du temps démentiel. Il faut dire qu'entre son travail, ses engagements à travers ses multiples associations et sa famille, la jeune femme a un agenda bien fourni.

### L'ÂME DU MALGACHE

Le dialogue sera bref, mais comme souvent avec la jeune femme, il suffit de peu pour en connaître beaucoup. Comme une évidence, elle nous confie être une militante. La juriste et la politologue occupe une place dans la société civile malgache, elle est membre de l'influent Observatoire de la vie publique à Madagascar (SEFAFI). Récemment, on l'a vue aux « Rencontres sur les mouvements sociaux, résistance et activisme à Madagascar », organisées par le mouvement activiste *Wake Up Madagascar* dont elle est l'une des fondatrices. Cet événement est destiné, une fois de plus, « à réveiller l'âme du Malgache par rapport à la situation politique du pays et, bien sûr, le pousser à agir et réagir », nous confie-t-elle. Elle croit dur comme fer à l'émancipation de l'Homme dans une société juste.

### DÉMOCRATIE BALBUTIANTE

Ketakandriana Rafitson préside également l'organisation de la société civile *Woman and youth's league for democracy* (WYLD), mais également d'autres associations et ONG comme *Liberty32*, « une association à vocation politique qui vise à inculquer aux jeunes à partir de 15 ans les valeurs de la démocratie », aime-t-elle souligner. L'accompagnement des jeunes est le fil d'Ariane de ses œuvres comme *Nova Stella*, dont elle la co-fondatrice également. Ce rôle de « grande sœur », qui n'est pas teinté de politique, ne plait pas à tout le monde. Le

député Rossy l'avait affublé du sobriquet de « militante de salon ». En réalité, Ketakandriana Rafitson se voit plutôt comme une volontaire toujours sur la brèche pour défendre le civisme, la citoyenneté, le respect des droits de l'homme et la démocratie. « *La démocratie à Madagascar est encore balbutiante, la population est privée d'une éducation politique. Elle ignore ce qu'est une vie de démocratie qui ne s'arrête pas seulement aux élections* », nous confie Ketakandriana Rafitson.

### POUVOIR

Pour une personne qui manie l'idéologie avec brio et qui est dotée d'une verve singulière, il est curieux pour beaucoup qu'elle ne s'engage pas dans la voie politique. « *Le pouvoir ne m'intéresse pas, martèle-t-elle. En tant que juriste, je veux juste accomplir mon devoir en éduquant le peuple à s'intéresser et s'impliquer dans la vie politique* ». Ce caractère rebelle puise sa source dans son enfance et son... goût musical particulier. Elle nous avoue être une incondionnelle de la musique rock. Sous ses apparences lisses, elle apprécie particulièrement le *trash metal*. Cette propension pour la musique *hard* déteint parfois sur ses prises de position. Au début de l'année, elle n'y est pas allée avec le dos de la cuillère à travers une attaque au vitriol publiée dans le *Courrier des lecteurs* de l'*Express* de Madagascar. « *Je n'hésiterai pas à témoigner et à dénoncer avec forces ces dirigeants qui préfèrent laisser croupir la population Malgache dans l'ignorance* », avance-t-elle avec détermination.

### TRAJECTOIRE

La vie singulière de Ketakandriana Rafitson est la continuité logique d'une enfance loin d'être anodine. Tandis que les enfants de son âge jouaient aux poupées et à la marelle, elle passait déjà son temps à lire des livres de droit, princi-

palement « *Le Contrat social* » de Jean-Jacques Rousseau. Cet ouvrage référence lui dictera le choix de devenir juriste. « *J'ai toujours su ce que je voulais faire dès mon enfance. Je me suis donné un but et je n'ai pas dévié de mon trajectoire* », explique la femme. Sa forte disposition à défendre les causes des droits de l'homme et l'égalité de genre découle d'un élément catalyseur précis : la souffrance de ses aînées, en tant que femme, dans la société. « *Quand j'écris, je suis la voix de ceux qui n'en ont pas* », témoigne celle qui est la Callas de la société civile malgache, telle la cantatrice qui a bouleversé l'art lyrique du 20<sup>e</sup> siècle... **P**

### en 5 dates -

**23 Mars 2007** | première intervention radiophonique portant sur le referendum constitutionnel du 4 avril 2007

**14 juin 2009 et 15 mars 2011** | naissances de ses enfants

**7 décembre 2012** | présentation officielle du livret « *Quel dirigeant pour Madagascar ?* » de *Liberty 32*, après presque un an et demie de travaux

**29 avril 2013** | rencontre avec le Prix Nobel de la Paix Aung San Suu Kyi à Oulan Bator

**24 janvier 2015** | lancement de la campagne RADem (*Ratify and Apply Democracy*) pour la ratification de la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance par Madagascar, à travers le programme WYLD et *Liberty 32*



## forum des idées de Gauche

La Gauche malgache,  
en marche

Andriamanambe Raoto



FES Madagascar

**La Gauche est l'émanation des aspirations populaires. Historiquement, elle a comme assises les revendications et le progressisme dans toutes les couches de la société.**

**1**er mai. Une date symbolique pour les travailleurs, terreau par excellence de la Gauche au niveau mondial. Elle représente des symboliques fortes: la lutte syndicale, la liberté et l'égalité, la justice sociale... autant de valeurs qui sont chères à la gauche, ses sympathisants et ses militants. C'est également la date à laquelle le Forum des Idées de Gauche s'est achevé cette année.

**ELLE S'EST PERDUE** ou s'est fait quelque peu discrète dans la Grande île ces dernières décennies, mais elle revient lentement mais sûrement. La résurgence d'une Gauche locale s'est confirmée. C'est un souffle rafraîchissant dans un monde politique phagocyté par des débats centrés autour de personnes et dans lesquels le messianisme politique est roi. Antsirabe, la ville d'Eau, a été le théâtre de la renaissance – ou du moins du réveil – de la Gauche malgache qui cherche ses voie(x) dans les méandres actuels de la politique malgache. Le Forum des idées de Gauche a été le détonateur d'une dynamique qui est en route. A l'initiative de YLTPiens politiques et soutenu par la Fondation Friedrich Ebert, il a été conçu principalement pour des débats et des discussions autour des «idées» de Gauche.

Toavina Ralambomahay, l'un des organisateurs, explique que «*le Forum est à la base d'une véritable promotion des idées de Gauche et surtout un lieu de partage et de regroupement des acteurs convaincus par cette idéologie*». C'est à la fois un mouvement, un rassemblement et une interpellation car le constat est amer: la société toute entière évite et perd toute référence idéologique. Alors que celle-ci constitue un des principaux piliers du bon fonctionnement de la démocratie. Elle facilite l'agrégation des intérêts généraux, la formation de l'opinion publique et le positionnement des acteurs politiques et socio-économiques.

**IL S'AGISSAIT DE DÉFINIR** ce qu'est et ce que pourrait être la Gauche à Madagascar au 20<sup>e</sup> siècle. Une cinquantaine de personnes issues de partis politiques, d'organisation de la société civile, d'associations, représentant de la Gauche internationale ou de simples

*Il s'agissait de définir ce qu'est et ce que pourrait être la Gauche à Madagascar au 21<sup>e</sup> siècle.*

citoyens, fédérés sous la bannière du progressisme, ont pris part à ce forum qui s'est déroulé du 28 avril au 1er mai. Des échanges et des débats autour de diverses thématiques et problématiques comme la Gauche historique à Madagascar, la «*businessisation*» de la politique, valeurs, visions... ont émaillé le Forum. Les participants se sont accordés sur le fait qu'il est très difficile de se positionner à Gauche actuellement à Madagascar où la puissance de l'argent pousse à d'individualisation forcée de la politique. Cependant, il est vital et impératif de faire en sorte que le terme de «solidarité» ait encore un sens. C'est une perspective offerte par ce courant idéologique.

«*Le libéralisme est en crise en Europe. L'on commence à se tourner vers la Gauche. A Madagascar, l'on a eu une tendance historique à diaboliser cette idéologie, mais il s'avère maintenant qu'elle est devenue une solution et une alternative crédible*», estime Jean de la Croix Ipima, participant du Forum, ex-maire et MFM de la première heure. Depuis des années, les politiques générales mises en œuvre dans la Grande île ont échoué. Pour Mireille Rabenoro – en première ligne durant



**la Gauche au fil de l'histoire...**

Au moment de la phase de passation du pouvoir colonial, la Gauche malgache était à l'affût. Le Parti social-démocrate malgache et comorien (PSDMC) - qui deviendra le PSD à l'indépendance - sera notamment aux premières loges. Lors de l'indépendance, les rênes du pays seront confiées à Philibert



Tsirananana, éminent membre du PSD. Même si ses prérogatives étaient assez limitées, du fait notamment de la présence de nombreux français qui accompagnaient encore techniquement l'administration malgache, Philibert Tsiranana a pu faire de la Grande île était une nation africaine référence et prospère. Néanmoins, la Gauche, du moins son aile «révolutionnariste», creusera également le tombeau de Madagascar. En 1975, sous la bannière de l'Association pour la renaissance de Madagascar (AREMA) dénommée ensuite Avant-garde pour la révolution malgache, Didier Ratsiraka reçoit le pouvoir du Directoire militaire qu'il transforme en Conseil suprême de la Révolution. Il publie alors une charte malgache de la révolution socialiste (*le Boky Mena*) qui enfonce le pays dans un marasme économique sans précédent. Néanmoins, la politique libérale choisie par le pays, sous Zafy Albert, une nouvelle fois sous Ratsiraka, sous Marc Ravalomanana et sous Hery Rajaonarimampianina n'a pas eu l'effet de rebond escompté.

----- Andriamanambe Raoto

les événements de 1972 – «*la conscience politique s'est quelque peu perdue auprès de la jeunesse. Pour ma part, le Forum a été une plateforme pour partager les idées et surtout pour préparer le terrain afin de donner un lieu d'expression à cette jeunesse si désemparée*».

**UNE NOUVELLE DYNAMIQUE** est en route, sous la houlette d'une Cellule permanente qui se chargera de traduire en actions concrètes les idées qui ont été formulées et surtout le Manifeste des idées de Gauche. Ce document est la résultante de réflexions et d'échanges sur la structuration des idées de Gauche et sur l'articulation de la mobilisation et l'organisation des citoyens pour la Gauche à Madagascar. Le Manifeste a été signé par tous les participants du

Forum et servira de cap aux missions ultérieures inhérentes aussi bien à la cellule qu'au Forum. «*La dépersonnalisation du pouvoir est essentielle à l'heure actuelle. Il faut réinstaurer la culture de débats autour d'idéologie non plus de personne*», explique Mireille Rabenoro.

Sous la férule de quelques privilégiés, la Grande île est devenue un immense champ de ruine social, politique et idéologique, mais rien n'est encore perdu. Un militant note que «*c'est sur un champ de ruine que naissent les germes de l'espoir*». Pour les participants du Forum, l'espoir est caressé de reléguer les partis dits de «gouvernement» – coresponsables de la déroute générale du pays – au rôle de force d'appoint pour les années à venir. Assurément, la Gauche trace sa route... **P**

## mouvements citoyens

# L'émergence d'une nouvelle Gauche



Karina Zarazafy



Catmouse James

**Dans les débuts des années 2000, surtout à partir de 2010, différents mouvements se sont érigés contre les abus et dérives du système capitaliste.**

La nouvelle Gauche est symbolisée par le mouvement des « Indignés », à l'origine de la création du parti *Podemos* en Espagne ou du mouvement international *Occupy*, dont l'une des plus grandes réussites est la manifestation de New York « *Occupy Wall Street* ».

**LE MOUVEMENT**, selon Sophie Chapelle, « en quelques mois, a permis à des centaines de milliers de personnes de se politiser et de prendre conscience de l'ampleur des inégalités sociales et de la domination économique ». Nuit Debout a réveillé la jeunesse française et les réconcilie avec l'expression des idées. Ces émanations de la nouvelle Gauche ont des points communs : elles sont animées par la nouvelle génération, mais elles sont devenues également la voix des travailleurs et travailleuses de tous les âges, furieux devant le déclin inexorable de leurs conditions d'existence et devant la croissance des inégalités économiques.

*Occupy* en 2011 a aidé à construire une nouvelle Gauche à un niveau jamais vu aux Etats-Unis ces quarante dernières années, une Gauche qui est enracinée dans la classe ouvrière. Quant à *Podemos*, Pepe Mujica, l'ancien président admiré de l'Uruguay – qualifié de plus pauvre du monde – affirmait, il y a quelques mois, que c'est « un cri d'alerte dans le monde contemporain ». Sur le site *equaltimes.org*, Eduardo Galeano est allé jusqu'à associer *Podemos* à la notion d'« empouvoirement » : « *Podemos*, vous êtes les ennemis de l'impouvoir », a-t-il déclaré. La nouvelle Gauche se distingue par son potentiel de démocratisation.

Elle implique les jeunes et les moins jeunes à la chose politique. C'est « une alternative novatrice et solide à l'essoufflement des formules sociales-démocrates classiques et à l'incapacité de la Gauche postcommuniste d'accéder au pouvoir » comme le souligne Eduardo Galeano.

**LA NÉCESSITÉ DE LA PARTICIPATION** citoyenne dans la gestion des affaires publiques, le droit de regard du citoyen et le devoir de redevabilité de l'Etat ont été les brindilles qui ont servi à allumer ces foyers de la Gauche. Ils touchent de plus en plus de monde et dépassent rapidement les frontières des pays initiateurs. Parallèlement, l'on aperçoit l'intérêt grandissant des jeunes du monde entier pour les questions politiques. Cela découle de la mal-répartition des fortunes et l'impression des jeunes de ne plus disposer des mêmes chances d'ascension sociale que leurs parents. Aux Etats-Unis, c'est la prise de conscience d'une grande partie de la jeunesse que le rêve américain n'est plus réel, et qu'elle n'aura aucune chance de mener une vie de classe moyenne qui ont été à l'origine d'un mouvement global dont les répercussions sont palpables. Un réveil de la conscience citoyenne ne serait sans doute pas trop tard. L'on pourrait ainsi s'inspirer de la réussite équatorienne en termes d'audit citoyen des dettes et de suspension du paiement des dettes illégitimes. Ce qui met obligatoirement en déroute ces créanciers qui, d'après Eric Toussaint sur le site du CATDM, « ne recherchent ni compromis ni arrangement amiable, mais bien la mise en œuvre de tous les moyens possibles pour maximiser leurs profits ». Un exemple pour Madagascar dont le poids d'une minorité nantie de pouvoir pèse sur la majorité de la population... P

## PODEMOS a pu...

*Podemos* ou « Nous pouvons » est un parti politique de Gauche, né d'un mouvement des indignés en Espagne. Fondé en 2014, il a à sa tête – au titre de Secrétaire général – le professeur de sciences politiques, Pablo Iglesias Turrión. *Podemos* s'oppose à l'orientation libérale de la politique européenne. Le leader de *Podemos* incarne à lui tout seul le changement que véhicule le parti. Il a pour habitude de mettre une chemise blanche et coiffé d'une queue-de-cheval déjà devenue légendaire. L'idéologie de sa formation est basée sur la social-démocratie, la démocratie participative et l'anticapitalisme. La lutte contre la corruption est l'un des chevaux de bataille du parti radical qui compte actuellement plus de 350 500 adhérents.

## OCCUPY occupe la scène citoyenne

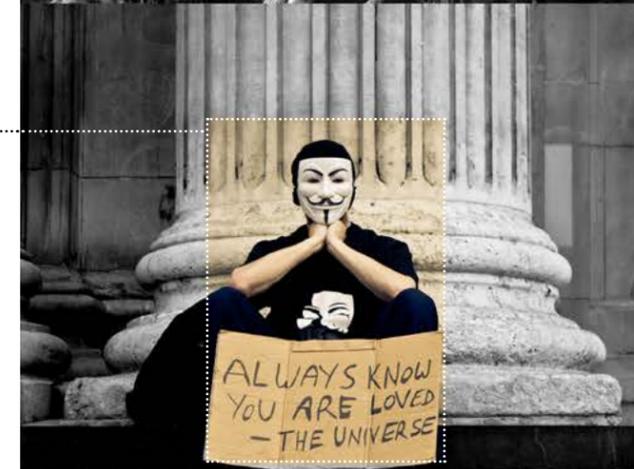
*Occupy* est d'abord un mouvement spontané. Parti de New York à l'automne 2011, il s'est étendu à l'Amérique du Nord et a essaimé en Europe. En quelques mois, il a permis à des centaines de milliers de personnes de se politiser et de prendre conscience de l'ampleur des inégalités sociales et de la domination économique des plus nantis. Le mouvement se dresse contre les inégalités économiques et sociales qui accompagnent le système capitaliste. Il est présent dans plus de 95 villes à travers 82 pays, depuis octobre 2011. Le mouvement se manifeste le plus souvent à travers le cyberactivisme, la désobéissance civile, les manifestations non violentes et les grèves.

## SYRIZA pour éviter la tragédie grecque

*Synaspismós Rizospastikís Aristerás* (Syriza) ou Coalition de la Gauche radicale est une coalition de partis de la Gauche et de l'extrême Gauche grecs. Devenu un parti politique en 2012, il a dès lors, à sa tête, le Premier ministre grec, Aléxis Tsipras. Comptant près de 36 000 membres, ce parti de la Gauche radicale a pour idéologie principale le socialisme démocratique et l'anticapitalisme fondé sur le « programme de Thessalonique ». Syriza détient, depuis 2015, la majorité parlementaire grecque avec quelque 144 sièges et 12 membres du parti qui font partie du gouvernement Tsipras. Syriza défend la justice sociale et les droits fondamentaux, il est en train de remettre à l'endroit un pays miné par la crise et par l'inégalité sociale.

## NUIT DEBOUT réveille les consciences citoyennes

Nuit debout est une manifestation régulière et d'ordre politique, qui est née en France en mars 2016. Ce mouvement se définit comme citoyen, pacifique et social. Il est né de la revendication de refus de la « loi El Khomri » en France. Tout a commencé par une banale manifestation contre cette loi, mais des manifestants sont restés sur place, principalement à Paris, place de la République, pour « occuper » les lieux toute la nuit. Nuit debout n'a ni leader ni porte-parole. Et il fonctionne suivant les principes de la démocratie directe et participative avec une idée motrice : peut-on changer le monde sans prendre le pouvoir ?



**la fin d'un mythe****L'Afrique ne s'est jamais vraiment «développée»**

**Après une décennie d'optimisme autour de l'Afrique émergente, on a constaté ces derniers mois une baisse du rythme de la croissance du PIB dans de nombreux pays africains.**



Rick Rowden

Ces évolutions sont notamment en lien avec le ralentissement économique en Chine et la baisse du prix de pétrole. Les deux plus grandes économies du continent, l'Afrique du Sud et le Nigéria, sont particulièrement touchées. De nombreux pays ont à faire face à un déficit commercial et budgétaire, et à l'augmentation des dettes extérieures. La fin du mythe de «l'Afrique émergente» emmène à reconnaître que l'Afrique ne s'est jamais vraiment «développée».

**LE MYTHE DE L'AFRIQUE ÉMERGENTE** de ces dix dernières années a été provoqué par une variété de facteurs: l'énorme appétit chinois en matières premières, notamment le pétrole, les investissements directs venant massivement de l'étranger, une forte croissance persistante du PNB, le nombre croissant de milliardaires africains et l'augmentation énorme des téléphones mobiles, etc. Cependant, ce n'étaient pas des indicateurs fiables du vrai développement. Le développement est le dépassement d'une dépendance excessive envers la production agricole primaire et l'extraction des matières premières, cela signifie ainsi la diversification simultanée de l'économie en mettant l'accent sur les secteurs industriels et les services. En accordant une trop grande importance à la croissance du produit national brut, on a négligé, voire ignoré, la question de savoir si les économies africaines ont subi une industrialisation ou pas. Malheureusement, les

“ le développement est le dépassement d'une dépendance excessive envers [...] l'extraction des matières premières.

données démontrent que le continent n'a pas, pour une large part, connu d'industrialisation.

Ceci peut être expliqué principalement par l'idéologie du libre-échange et du libre marché. Une autre raison est aussi une interprétation de la «mondialisation» des dernières décennies, qui a exigé des pays qu'ils ouvrent leurs économies au monde par le truchement de la libéralisation, la privatisation et la dérégulation, et qu'ils entrent en compétition avec les autres pays «dans les mêmes conditions de concurrence». Mais une telle approche limite la capacité de l'État à élaborer des stratégies économiques nationales prudentes qui permettraient la diversification de l'économie nationale à long terme.

**L'IDÉE QUE LE «DÉVELOPPEMENT» PEUT ÊTRE ATTEINT** à travers le libre-échange et le libre marché, a forcé les pays africains à ignorer les leçons fondamentales qu'avaient apprises tous les pays riches au fil du temps. D'abord, les économies ont des chemins de développement très individuels, de sorte qu'ils ont atteint individuellement – à un moment donné – un degré différent de développement économique et de compétitivité.

Deuxièmement, les pays qui se concentrent de plus en plus sur l'agriculture et l'extraction des ressources – au lieu d'élargir la production industrielle et des services – connaîtront des difficultés.

Troisièmement, la libéralisation des échanges ne doit être effectuée que si les industries nationales sont compétitives sur les marchés mondiaux. Enfin, si un pays dispose d'une industrie non compétitive, elle doit être rendue compétitive progressivement – à l'aide de mesures de politique industrielle – au lieu d'être détruite par une libéralisation commerciale prématurée. Malheureusement, ces conditions de base du développement ne sont pas en accord avec les dogmes du libre-échange et n'ont plus ainsi été enseignées dans la plupart des universités.

**EN DÉPIT D'UNE VARIÉTÉ D'AUTRES FACTEURS**, l'Afrique ne s'est pas industrialisée durant les dernières décennies, parce que les chefs d'Etat africains n'ont pas suivi ces principes de base. Pour qu'une industrialisation se mette en marche, les économies africaines doivent être conscientes du fait que l'on n'a le droit de leur exiger qu'elles entrent en concurrence, sous les mêmes conditions, avec les industries des économies nettement plus compétitives. Il ne faut pas que les pays mettent l'accent sur l'agriculture et l'extraction des ressources, comme le recommandent la théorie du libre-échange et la théorie de l'avantage comparatif.

Ils doivent par contre mettre en place, du moins temporairement – si nécessaire, pendant des décennies – une protection commerciale, afin de renforcer la compétitivité de leurs industries avant une libéralisation. Ils doivent prendre une variété de «mesures de politique industrielle» (crédits commerciaux préférentiels à long terme, allègements fiscaux et autres mesures financières, subventions à la production et à l'exportation, promotion de la recherche durable et développement d'entreprises de technologie, transfert

de technologie comme condition pour l'investissement étranger direct, etc.) pour assurer la modernisation de l'industrie nationale.

**LE PROBLÈME EST QUE DE NOMBREUX PAYS AFRICAINS** ont renoncé au droit à la mise en place de telles politiques industrielles fondamentales, car ils se sont soumis aux règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) au milieu des années 1990. Beaucoup de pays ont été obligés par les représentants des pays riches à signer encore plus d'accords commerciaux régionaux, comme par exemple les accords de partenariat économique de l'UE (APE) et des traités bilatéraux de protection des investissements, qui limitent davantage la portée des politiques industrielles. D'autres accords de libre-échanges majeurs qui vont voir le jour, entre l'UE et les Etats-Unis (TTIP -TAFTA), entre l'UE et le Canada (AECG), entre les États-Unis et l'Asie (TPP) et TiSA, seront, selon les négociateurs, une sorte de nouvel «étalon-or», qui servira pour les futurs accords de libre-échange avec d'autres pays.

**POUR PROMOUVOIR LEUR INDUSTRIALISATION,**

les économies africaines doivent donc non seulement violer, révoquer ou renégocier leurs engagements actuels envers l'OMC, mais elles doivent aussi refuser de signer les accords commerciaux et de protection des investissements en attente. Un exemple d'une telle résistance est offerte par l'association industrielle nigériane *Manufacturers Association of Nigeria* (MAN), et en particulier ses constructeurs automobiles, qui résistent à ce que le Nigeria signe l'APE entre l'UE et la Communauté économique des états d'Afrique de l'ouest (CEDEAO).

Les fabricants nigériens refusent, à juste titre, une clause de l'accord qui prévoit une libéralisation prématurée du commerce. Donc, ils la refusent pour les

mêmes raisons que les pays riches jadis, quand ceux-ci avaient rejeté une libéralisation prématurée durant leur phase d'industrialisation. La MAN, qui rejette toutes les fausses prémisses des défenseurs du libre-échange et des partisans du marché libre, et qui recommande plutôt de suivre les modèles historiques pour une stratégie nationale de développement, mérite un large soutien.

Il est à espérer que d'autres associations industrielles suivent cet exemple, que la solidarité se développe et qu'il se forme une opposition aux accords commerciaux, plus large et mieux coordonnée, dans toutes les régions économiques de l'Afrique, et même au niveau continental. Maintenant que le slogan de «l'Afrique émergente» s'est révélé être un mythe, il est temps que les pays africains approfondissent leur industrialisation pour faire avancer sérieusement leur développement. **P**

Article publié dans *Internationale Politik und Gesellschaft*, traduction par FES Madagascar. Rick Rowden prépare un doctorat en sciences économiques au *Jawaharlal Nehru University* de New-Delhi, en Inde. Il a été auparavant conseiller pour la Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement (CNUCED), et analyste pour l'organisation *ActionAid*.

## Un peu **sourd**, un peu **muet**



**L**e bref mais très médiatisé passage de Ban Ki-Moon en capitale malgache aura permis à un très haut personnage de pointer du doigt des maux auxquels les Malgaches font face depuis des décennies: corruption, absence de redevabilité, pauvreté, instabilité, malnutrition, exploitation illicite des richesses naturelles. «*Le linge sale se lave en famille. C'est comme si, pour certains, cette visite est l'occasion de montrer que le pays est instable*», a déploré le Premier ministre, rapporté par l'Express de Madagascar du 11 mai 2016.

«Laver le linge sale en famille», mais quelle famille ? Quand un pays se délite et que le désastre est abyssal, ce n'est plus une famille: c'est la cour des miracles. Laver le linge sale en famille en privé, mais comment et par quel (s) moyen (s)? Comment régler nos problèmes internes lorsqu'on fait face à un gouvernement qui s'entête à rester sourd aux appels et aux revendications, d'ailleurs légitimes? Car elle semble sourde, cette présidence. Sourde aux appels des enfants de la rue que l'on croise à quelques centaines de mètres à peine du Palais d'Ambohitsorohitra. Sourde à cette société civile qui, à force de promener son bâton de pèlerin sans jamais se faire entendre, en est devenue aussi fragile que dispersée. Sourde aux syndicats que l'on voudrait de toute façon museler car trop gênants, trop bruyants ou trop encombrants. Sourde aux interpellations de toute l'armée diplomatique qui s'évertue à rappeler au pouvoir l'alarmante pauvreté qui mine le pays. Sourde aux voix citoyennes qui commencent à gronder de toutes parts.

Consultante en communication et en relations presse, **Mialisoa Randriamampianina** est administrateur de l'agence de communication et de marketing *Genius Of Designers* qui se spécialise dans la communication pour le développement et la communication pour la responsabilité sociétale des entreprises. Le développement sociétal par le biais de la communication passionne cette membre active de la société civile et cette bloggeuse renommée. YLTP 2007.

### qui a la voix assez porteuse, assez menaçante ou assez enjôleuse pour retenir l'attention d'Ambohitsorohitra?

Une présidence sourde aux appels au secours, mais attentive dès lors qu'elle se sent menacée par quelques petites manifestations, quelques déclarations d'un retour au pouvoir, quelques contestations, et prête à se fendre de menaces à la moindre occasion. Sourde, mais aussi muette: aucune réponse reconfortante, ni même une lueur d'espoir qui permette de croire à un changement possible, à la fin des corruptions, à un début de progrès durable. Rien qu'une inquiétude que l'on partage tous, au jour le jour, parce qu'on a fait le choix d'être un Malgache, vivant à Madagascar en 2016.

Ban Ki-Moon n'aura fait que rappeler avec un peu plus de vigueur ce que le président Hery Rajaonarimampianina connaît déjà, pour avoir martelé des solutions et alternatives à ces écueils pendant sa campagne électorale. Mais si le président Rajaonarimampianina ne semble pas écouter les voix malgaches, écouterait-il le Secrétaire général des Nations unies? D'ailleurs qui le président écoute-t-il? Qui a l'oreille attentive de la présidence de la République? Qui a la voix assez porteuse, assez menaçante ou assez enjôleuse pour retenir l'attention d'Ambohitsorohitra? Une solution est possible. De la même manière qu'ils prennent les sorties médiatiques de leurs opposants politiques au sérieux, la présidence et le gouvernement devraient aussi prendre au sérieux ces interpellations de la société civile. Des interpellations qui ne demandent que cela: être écoutées, prises au sérieux, traitées avec conscience et ouverture d'esprit; et répondues sans mépris, ni intimidations. Nous ne cherchons pas la lune. Nous ne cherchons pas l'impossible. Mais parfois, la surdité se soigne. **P**

échanges

### La région Afrique-Méditerranée fera l'Europe

La « verticale » Afrique-Méditerranée-Europe (AME) pourrait assurer en quelques décennies, « aux 500 millions d'Européens, aux 500 millions de Méditerranéens et aux 2 milliards d'Africains en 2050, un siècle de croissance » explique Jean Louis Guigou, président de l'Institut de Prospective économique du monde méditerranéen (IPEMED). Il estime également que « l'avenir de l'Europe se joue au Sud ». Néanmoins, cela nécessite la mise en place d'infrastructures.



**L'administration épinglée** Dans un rapport publié, la Cour des comptes estime que le respect des autorisations budgétaires est régulièrement bafoué. Les études effectuées entre 2009 et 2013 rendent compte que près de 400 arrêtés par année ont été publiés malgré l'adoption de la Loi de finances rectificative. Des modifications de crédits ont été opérées hors période autorisée.

chiffres

**297**

le nombre de nouvelles sociétés créées durant le premier semestre

**1<sup>er</sup>**

les entreprises chinoises sont les premiers investisseurs à Madagascar

**4%**

le taux de croissance que devrait afficher Madagascar en 2016



TIC

### Démocratiser le mobile et internet

Entre 2007 et 2015, un crédit de 13,95 millions de dollars a été alloué pour réduire la fracture numérique à Madagascar. Ambitionnant d'apporter aux populations vivant en milieu rural les bénéfices des nouvelles technologies à travers le Projet d'infrastructure et de communication (PICOM). Le volume du trafic international a atteint 32 Gbit/s à Madagascar à la fin du projet, dépassant de près de 50% l'objectif.

finances

### 1% de la population possède les richesses mondiales

Le rapport annuel du cabinet financier Boston Consulting Group (BCG) publié vers mi-juin explique que 18,5 millions de foyers possèdent quelque 78 800 milliards de dollars. Pourtant, les millionnaires ne représentent que 1% de la population sur le globe mais se partagent près de la moitié de la richesse privée mondiale. Ils possèdent l'équivalent du PIB mondial.



### Bilan mitigé

La réadmission à l'AGOA n'a pas changé les pratiques de la plupart des entreprises franches du secteur textile-habillement-cuir, ni en termes de création de nouveaux emplois, ni pour les questions des conditions de travail. Tels sont les résultats de l'étude réalisée conjointement par l'IndustriAll Global Union et la FES dans la deuxième moitié de l'année 2015.

### L'alignement des grilles indiciaires stagne

L'alignement des grilles indiciaires dans la fonction publique est au point mort. Ce projet aurait un impact budgétaire sans précédent. C'est pourtant une des conditions de redynamisation de l'administration publique. En théorie, le projet aurait dû être concrétisé d'ici la deuxième moitié de cette année 2016. Madagascar recense près de 150 000 fonctionnaires.

industrie

# Moteur de développement à actionner

**Pour se développer, l'industrialisation est capitale. Or, celle-ci est très embryonnaire à Madagascar malgré les bonnes volontés de ses acteurs.**



Hilda Hasinjo



Mamy Randrianasolo

« **A**ucun pays au monde ne peut prétendre au développement sans industrialisation ». Tous connaissent cette citation, mille fois paraphrasée. Sendra Rakotovao, Directeur exécutif du Syndicat des industries de Madagascar (SIM) en est encore convaincue. Mais loin d'elle, et de son syndicat, l'intention de se lamenter sur leur sort.

« **L'INDUSTRIE MALGACHE** a été longtemps victime de l'absence d'une volonté politique. Elle a été lésée au profit des importations par exemple. Mais il est temps pour nous de prendre notre avenir en mains », explique le cadre du SIM. Parmi les piliers du développement à Madagascar, l'industrie est aujourd'hui la principale source de recettes fiscales pour l'Etat avec 33,405 milliards d'ariary d'impôts, de taxes, de droits et de redevances,

soit plus de 23% des recettes. Elle participe à hauteur de 14% du PIB. Pour améliorer davantage sa capacité à développer le pays, il est préconisé qu'en 2020, le secteur industriel arrive à atteindre 25% du PIB. Une vision qui devrait s'accompagner d'actions concrètes. L'industrialisation est l'une des voies qui permettent à un pays d'émerger. De tous les continents, l'Afrique noire reste le seul qui n'ait pas connu un début de réelle

industrialisation, un demi-siècle après son indépendance. L'Afrique a perdu du terrain dans les activités manufacturières à forte intensité de main-d'œuvre. Pourtant, elles constituent généralement la première étape du développement industriel et s'avèrent indispensables, en termes de création d'emplois, dans les villes en croissance rapide.

**POURTANT, LE CONTINENT** noir est un territoire privilégié de l'exploitation des matières premières. L'« extractivisme » est un piège qui tend à s'y généraliser. En outre, la volatilité des cours des matières premières au niveau mondial continue à tempérer régulièrement les perspectives de croissance du continent. D'où la nécessité d'un tissu industriel fort et performant. « *Les membres du SIM sont partout dans les comités et organismes qui ont trait à notre secteur. Nous devons être informés, mais surtout, nous devons nous faire entendre dans les projets qui nous concernent. C'est aussi pour montrer notre volonté à coopérer avec l'Etat dans le développement de ce secteur* », précise Sendra Rakotovao.

Un argument tout à fait justifié, selon Rojo Razafindralambo, économiste et enseignant à l'Université d'Antananarivo. Selon lui, aussi bien l'Etat que les acteurs économiques ont un rôle à jouer dans la situation actuelle. « *L'Etat n'a jamais vraiment marqué son intention réelle de protéger la production locale tandis que les industriels pensent avoir une légitimité inébranlable à cause ou grâce à leur position économique. D'où la difficile entente entre les deux parties. Mais une synergie des actions serait le meilleur remède à cette maladie qui ronge le secteur* », soutient notre interlocuteur.

**DE MANIÈRE GLOBALE**, « le secteur secondaire contribue le plus dans la croissance économique du pays. Il a, en moyenne, un taux de

croissance de 8,4% de 2010 à 2014 et il est même parvenu à atteindre un taux de croissance de deux chiffres en 2013, soit 22,7% », selon une étude commandée par le SIM en 2014, mais qui reste d'actualité. Ayant 88 membres répartis dans différents secteurs, le SIM participe à la réduction du taux de chômage avec 52 000 emplois directs à travers la Grande île. « *Et pourtant, la plupart des unités industrielles tournent à 20% de leur capacité. Imaginez-vous le nombre d'emplois créés si ces usines arrivent à tourner à plein régime? Nos derniers chiffres indiquent que 8% des salariés déclarés à la Caisse nationale de prévoyance sociale sont issus*

*de notre secteur* », soutient Sendra Rakotovao. Une nouvelle disposition sera adoptée en faveur d'un secteur secondaire plus fort : la professionnalisation de sa main-d'œuvre. « *Nous devons avoir une main-d'œuvre qualifiée afin de pouvoir prétendre à un travail décent pour nos jeunes. La politique industrielle qui sera incessamment applicable à Madagascar devrait nous permettre de rectifier les tirs et de permettre une synergie pour une industrie prospère. En attendant, nous ne cessons d'inciter nos compatriotes à consommer les produits de nos industriels* », conclut le Directeur exécutif du SIM. **P**



## le climat des affaires à améliorer

Encore du chemin à faire. Le gouvernement a du pain sur la planche pour améliorer le climat des affaires dans la Grande île. Le classement établi par le Doing business concernant la facilité à faire des affaires, publié par le Groupe de la Banque mondiale, en octobre 2015, place Madagascar au 25<sup>e</sup> rang à partir de la queue du classement.

La Grande île se trouve au 164<sup>e</sup> rang sur les 189 économies étudiées cette année, à peine une amélioration de deux places par rapport à 2015. Une amélioration du climat des affaires est pourtant incontournable si la Grande île veut relancer son économie. « *Un fort rebondissement de la croissance en 2016 pourrait être envisagé si les problèmes structurels liés à la gouvernance et au climat des affaires sont adéquatement abordés* », conseille Keiko Kubota, économiste en chef du Bureau de la Banque mondiale à Madagascar dans l'« Evolution économique récente » du mois d'avril 2014.

L'amélioration du climat des affaires fait partie des promesses du président Hery Rajaonarimampianina. « *Le développement des affaires favorables à l'initiative économique mise en place* », s'est-il engagé lors de son accession au pouvoir en 2014.

----- Alain Iloniaina



## l'industrie, levier de l'Occident

La part du secteur secondaire s'élève à 23,4% du PIB dans les pays de la SADC, 31% du PIB pour les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Sud-Afrique) et 33,5% pour l'OCDE. Pour Madagascar, la performance de ce secteur résulte notamment de l'exploitation de deux grands projets miniers, Ambatovy et Qit Madagascar Minerals. De ce fait, la Grande île est encore tributaire de l'exploitation des matières premières.

Nourdine Chabani

# « Le ministère n'a pas les moyens à hauteur de ses ambitions »

**Après de longues années à la tête de la Fédération des chambres consulaires, Nourdine Chabani a pris les rênes du ministère de l'Industrie et du développement du secteur privé.**



Hilda Hasinjo



Photo fournie

**politikā** L'INDUSTRIE CONTRIBUE FAIBLEMENT DANS LE PRODUIT INTÉRIEUR BRUT DU PAYS. QUELLES EN SONT SELON VOUS LES CAUSES ?

**nourdine chabani** Le domaine de la transformation se retrouve à la troisième place, après le secteur tertiaire qui contribue à hauteur de 55% et le primaire qui englobe 25% du PIB. Les causes d'une telle situation sont multiples. Mais le facteur le plus handicapant a toujours été le manque de « culture entrepreneuriale ». Le pays est confronté à une absence de vision commune allant dans le sens du développement des entreprises. Par ailleurs, les mesures fiscales n'encouragent en rien les porteurs de projets locaux et les acteurs sont victimes de concurrence malsaine voire déloyale, faute de contrôles suffisants.

**ON PARLE AUSSI DE CAUSES TRANSVERSALES...**

Les problèmes inhérents aux infrastructures, à la difficulté d'accès à l'électricité et à l'eau, à la faiblesse de l'utilisation des technologies, de la recherche, du développement et de l'innovation, ainsi que le manque de moyens financiers et humains... prennent une importance capitale dans le secteur industriel. Nous manquons cruellement de structures de formation professionnelle et professionnalisante.

A tout cela s'ajoutent les difficultés d'accès aux crédits et l'absence de banque de développement.

**QUELS SONT LES MOYENS QUE VOUS VOUS DONNEZ POUR REDRESSER LA SITUATION ?**

Justement, le ministère n'a pas les moyens à hauteur de ses ambitions. Nous voulons tout faire pour que le secteur industriel prenne une place plus importante que cela soit dans le développement du pays ou dans le développement individuel des travailleurs. Nous escomptons une contribution de plus de 25% dans le PIB. Pourtant, nous n'en avons pas les moyens. Mais je tiens à signaler que tout ne dépend pas seulement du ministère de l'Industrie, même si c'est son rôle régalié. Il faut prendre en compte tout un environnement. Par exemple, il faut instaurer des zones industrielles viabilisées et assurer la formation. J'estime qu'il est impératif d'encadrer les paysans dans la production de matières premières car la plupart du temps, cela engendre une insuffisance que ce soit en termes de qualité ou de quantité. La politique industrielle qui a été validée en octobre 2014, devrait nous permettre de redresser cette situation.

**CETTE POLITIQUE INDUSTRIELLE EST PERÇUE COMME ÉTANT UNE**

**AVANCÉE MAJEURE. SUR QUELS POINTS PORTERONT LES CHANGEMENTS ?**

Elle va permettre au pays d'avoir un tissu industriel dynamique et compétitif, moteur du développement économique durable. L'un des objectifs principaux est de redynamiser le secteur pour que nous soyons compétitifs sur le plan régional voire international. Elle sera également une garantie pour les investisseurs étrangers et nationaux car ils pourront compter sur une politique stable et qui plaide en leur faveur. En dernier lieu, il ne faut en aucun cas occulter que c'est une grande évolution. Le secteur productif a enfin un cadre de travail digne de ce nom.

**DANS CE CADRE, QUELS SERAIENT LES RÔLES DE L'ÉTAT ?**

L'Etat fait ce qu'il peut avec les moyens du bord. Pas plus tard qu'au mois de mai, nous avons lancé un projet dans le secteur sucrier. Avec l'aide de nos partenaires techniques et financiers, nous avons mis en place trois unités de production semi-industrielle de canne à sucre. Cela va aider à résorber le chômage tout en redynamisant l'économie à son échelle. Il s'agit d'un défi pour nous afin de valoriser les initiatives rurales. Nous allons tout mettre en œuvre pour améliorer les conditions et l'environnement des industriels à Madagascar. Mais il va nous falloir nous concerter avec toutes les parties prenantes. **P**



**Tsirisoa Rakotondravoavy**, architecte d'intérieur de formation, créera et investira dans le Journal de l'économie qui est toujours en ligne actuellement (journaldeconomie.com). Après avoir fait ses armes dans ce support, il sera contributeur dans de nombreux organes spécialisés comme dans la Revue du MCI, Business Magazine ou L'Echo Austral. Il rédigera également des informations économiques pour le compte de l'Economic Development Board of Madagascar (EDBM).

## Madagascar a arrêté de produire



La question de l'industrialisation - pour ne pas parler de réindustrialisation - n'est pas récente. Les gouvernements postcoloniaux successifs s'y sont butés sans apporter des solutions pérennes. Et pour cause, directement ou indirectement, ils sont les principaux responsables du déclin de l'industrie malgache. L'histoire et les ressources encore disponibles témoignent pourtant du potentiel réel du pays à redresser ce secteur.

Le ministère de l'Industrie et du développement du secteur privé (MIDSP)

en coopération avec le Syndicat des industries de Madagascar (SIM) et avec le soutien de la Friedrich Ebert-Stiftung ont récemment lancé l'intérêt de mettre en place les textes d'application du projet de Loi sur le développement de l'industrie à Madagascar (LDIM). Lors du récent débat pour sa mise en place, la question centrale n'a pas échappé à l'assemblée réunie à Antananarivo : stratégie industrielle et orientation politique. Pour relancer ce thème, une entité dédiée sera mise en place, dénommée Autorité nationale du développement de l'industrie (ANDI). Chacun y a apporté ses idées, évoqué les contraintes et proposé des solutions. L'initiative est louable, mais la vraie question était-elle évoquée ? Si oui, laquelle ?

Pendant ce temps, l'Afrique subsaharienne est sortie de sa torpeur : orientation stratégique radicale, ouverture à d'autres relais de croissance, dynamisation du marché intérieur... Le continent a trouvé une réponse alternative face à une désarticulation prononcée de son économie, comme l'a souligné l'analyste économique tanzanien Issa Shivji, grand spécialiste de l'économie

africaine, même si la croissance économique subsaharienne connaît quelques ralentissements dus aux demandes en berne en matières premières notamment. La croissance formidable acquise au tournant des années 2000 est en train de se perdre actuellement. Le FMI projette une croissance de 3% à 3,5% pour 2016. Ce qui équivaut à la croissance démographique (3%) du continent, ce qui fait que le PIB par tête se trouve en phase de stagnation et la pauvreté augmente incessamment.

Néanmoins, des pays difficiles comme le Rwanda et l'Éthiopie, naguère terres de misères humaines et des guerres civiles, sont devenus les nouveaux leaders économiques du continent, forts d'une moyenne de 7% de croissance économique annuelle, créant des champions comme la compagnie aérienne la plus performante de l'année, Ethiopian Airlines.

Évoquer ces succès ne nous ramène pas à culpabiliser nos dirigeants successifs, loin de là. L'idée est de prendre conscience du domaine du possible. Sauf que l'expérience récente nous démontre l'imperfection des actions de nos gouvernants, prisonniers de leurs propres initiatives à court terme, telles

les redevances au port, créant « l'affaire ACD » (*Advance cargo declaration*), structure finalement retirée après une bataille face aux industriels. En outre, nombre d'industriels souffrent encore des conséquences de la chute récente des prix des matières premières.

Atteindre la part des 25% du PIB à partir du tissu industriel n'est pas impossible, mais est-on capables de déceler les vrais enjeux sur les relais de croissance dont notre pays pourrait détenir ? Il y a fort à faire quand on sait que la plupart de nos jeunes se sont orientés vers les activités de commerce et surtout de services, créant un grand vide dans les activités industrielles. Le mot production a même disparu du langage des jeunes en activité. **P**

**les gouvernements postcoloniaux successifs sont les principaux responsables du déclin de l'industrie malgache.**

Patrick Imam, le représentant résident du Fonds monétaire international à Madagascar préconise des réformes vigoureuses



facilité élargie de crédit

Le gouvernement doit mieux faire



Iloniaina Alain



Mamy Randrianasolo

**Le gouvernement est en passe de décrocher un programme avec le Fonds monétaire international (FMI). Mais il doit encore cravacher fort car le chantier est vaste.**

**A**près deux années d'attente, un accord de principe a été arraché auprès du FMI. Le chemin n'est pas pour autant tout à fait dégagé. Dans un premier temps, le gouvernement devrait encore remplir certaines conditions avant l'approbation du programme, soutenu par la Facilité élargie de crédit (FEC), d'un montant de 310 millions de dollars, valable jusqu'en 2019.

**LA PARTIE MALGACHE** doit s'activer pour concrétiser ses promesses, préalables à la validation définitive de l'accord. D'ici au mois de juillet, les autorités malgaches sont attendues pour réaliser des «mesures préalables», selon les termes de Gervais Rakotoarimanana, ministre des Finances et du budget. Elles doivent dégager 45 millions de dollars en matière de crédit net de l'Etat. Les autorités sont tenues d'adopter quelques mesures et de les inclure dans une Loi de finances rectificative pour «orienter les dépenses», se contente de dire le ministre des Finances et du budget, sans donner les détails.

Entre-temps, elles doivent mettre fin à la négociation des contrats de gré à gré dans la fourniture d'énergie ou encore élaborer un plan pour le respect des règles de la passation du marché. Une fois l'accord conclu, le déblocage du fonds ferait l'objet de suivi, au fur et à mesure de la concrétisation d'une série de mesures arrêtées. Le décaissement se ferait en sept tranches tous les semestres et sous réserve de progressions dans la mise en œuvre des réformes.

**APRÈS L'APPROBATION** de l'accord, les «défis à relever restent encore nombreux», tempère Patrick Imam, représentant résident du FMI. L'amélioration du climat des investissements ou encore la lutte contre la corruption – avec des résultats concrets – en font partie. La refonte du code minier et

du code pétrolier, la mise en place des Zones économiques spéciales (ZES), le développement du partenariat public-privé sont attendus. Les réformes prévoient l'assainissement des finances et l'accroissement des ressources financières de l'Etat. Elles envisagent plus de dépenses dans les domaines sociaux et dans les infrastructures. Le programme prévoit les réformes des entreprises publiques comme la Jirama et la compagnie aérienne Air Madagascar.

La démarche menant vers la conclusion d'un accord définitif sur un programme avec le FMI présente des enjeux majeurs pour Madagascar. «Cela signifie que le pays est sous surveillance régulière du Fonds, en ce qui concerne la mise en œuvre de ses politiques économiques et financières et qu'il bénéficie ainsi des conseils adaptés à ses besoins pour éviter tous risques de dérapages et d'instabilité sur le plan macroéconomique et financière», détaille le représentant résident du FMI à Madagascar. Ce dernier a été en première ligne pour réclamer des réformes majeures.

**LA VALIDATION** d'un programme avec le FMI fournit une certaine garantie et offre une crédibilité au pays vis-à-vis des autres Partenaires Techniques et Financiers mais aussi et des investisseurs. «La mise en œuvre des politiques macroéconomiques saines et réfléchies confortera ces derniers dans leurs décisions d'octroyer des prêts ou encore d'investir au pays. Un accord avec le FMI offre à ces derniers l'assurance nécessaire que le pays n'est pas dans une situation où il aurait des difficultés à rembourser les prêts octroyés ou encore que ses indicateurs macroéconomiques sont tellement instables que les investissements risquent d'être non-profitables», expose Patrick Imam. Pour un pays comme Madagascar, qui souffre d'un manque de ressources financières, l'effet cata-

**[...] contenir la corruption est nécessaire pour ne pas dérailler le processus de réforme.**

lytique qu'exerce un programme avec le Fonds sur les détenteurs de ressources – que ce soit sous forme de dons, de prêts ou d'investissements – est important. «Cela permettrait au pays de disposer de ressources pour rattraper son grand retard en matière d'infrastructures qui sont essentielles pour la croissance», soutient le représentant résident du FMI. Avec la FEC en poche, le gouvernement aura une plus grande marge de manœuvre pour négocier avec les autres bailleurs de fonds. Un rendez-vous allant dans ce sens est prévu au mois d'octobre. Les autorités comptent organiser la Conférence des bailleurs et des investisseurs (CBI) afin de mobiliser et de les PTF mais aussi les investisseurs potentiels à soutenir le programme de développement du pays. P



**création d'entreprises, des évolutions enregistrées**

La création d'entreprises est l'un des signaux tangibles du climat économique qui est scruté par les Partenaires techniques et financiers. D'après les données fournies par l'Economic Development Board of Madagascar (EDBM), 297 entreprises ont été créées durant le premier trimestre 2016. Contre 252 durant la même période en 2015. Soit, une évolution de 18%. Cette année, toujours selon les informations fournies par l'EDBM, la création d'entreprises se concentre surtout dans le secteur tertiaire. En effet, si durant ce premier trimestre, les secteurs primaire et secondaire comptent respectivement 26 et 27 sociétés formées, le tertiaire quant à lui enregistre 248. Bon nombre de ces sociétés de droit malgache sont détenues par des étrangers. Entre autres, des Chinois, des Français, des Sri-lankais, des Libanais, des Indiens, des Yéménites, des Coréens, des Camerounais, etc. Néanmoins, sur les 248 sociétés constituées dans le tertiaire, 93 sont détenues par des Malgaches. De même, dans le secondaire où 9 sur les 27 sociétés appartiennent à des Malgaches.



----- Karina Zarazafy



antevolo

# Les parias de la Matatàna

**Sur les bords de la Matatàna – le fleuve nourricier du peuple Antemoro – les Antevolo vivent à contre-courant en isolement total du reste de la société. Immersion dans l’univers de ces parias du Sud-est.**



Andriamanambe Raoto



Agence nationale d'information Taratra

Joelle nous accueille dans sa maison dans un quartier des 67 ha. Au moment où elle nous fait entrer, la radio diffuse une chanson de Pierrot Matatàna, un artiste originaire du Sud-est malgache. Le titre du morceau est évocateur : « *Hody agnilany* » (Je veux rentrer auprès d'elle). La chanson semble être adressée directement à la trentenaire. « *Je ne reviendrai jamais dans cette partie sud-est de la Grande île même si c'est ma terre natale. Elle me rappelle trop de mauvais souvenirs* », nous susurre-t-elle avec un accent du Sud-est à peine voilé. Il a fallu lui forcer un peu la main pour qu'elle revienne sur son enfance et sur sa condition en tant qu'Antevolo. Elle s'est mariée avec un Antankarana et, paradoxalement par ce lien, elle a coupé toutes ses attaches avec son passé.

**CETTE DÉCISION RADICALE** découle de son « statut » d'Antevolo, sous-groupe de l'ethnie antemoro qui vit dans le Sud-est de Madagascar. Les Antevolo y sont considérés comme des parias. Ils sont regroupés dans des

villages où ne vivent que des personnes de la même caste qu'eux. Ils ont leur propre terre, leurs propres rois locaux, leurs propres modes de vie et ne fréquentent personne en dehors de leur famille. Personne ne peut s'implanter dans leur milieu sans être à son tour rejeté et assimilé à ces parias. La société Antemoro est très hiérarchisée, comme l'explique Heriniaina Mahosindrahaja dit Babala, historien natif de la région du Sud-est : « *Durant la période précoloniale, les Antemoro se sont structurés selon une hiérarchie précise et catégorisant la société suivant leurs origines et leurs spécialisations. Et ce n'est qu'au plus bas de l'échelle, inférieurs aux Andevo, que l'on retrouve les Antevolo. Une caste composée des Antemanaza, des Antesira et des Antevandriky.* » Le terme Antevolo rassemble ces trois différents clans issus d'un ancêtre commun : les Antemahabo. Cette violence se perpétue jusqu'à maintenant, au vu et au su de tout le monde. « *Cette marginalisation est orchestrée par tous les natifs de la région, qu'ils soient Antemoro, Antesaka ou autres* », glisse l'historien. Ils sont logés à la même

enseigne que les Himbas de Namibie, les Issas de Somalie, les Dayaks de Bornéo, les Pygmées de l'Ituri ou encore les Dalits de l'Inde.

**SUR INDICATION DE JOELLE**, nous décidons d'aller dans son village natal afin de mieux cerner comment on en est arrivé là. A partir de la bifurcation de Vohitrindry, l'on doit prendre une piste de 15 km pour rejoindre le petit hameau de Nohona dans le district de Vohipeno. Un crucifix trône au milieu du village. C'est tout un symbole du chemin de croix que doivent arpenter ses habitants, majoritairement antevolo, dans leur quotidien. Cette caste s'est installée principalement sur la Basse Matatàna, dans les villages de Tanantsara et de Nohona. « *Ceux dont on ose à peine prononcer leur nom* » y vivent loin des autres castes. « *Pour comprendre cette situation d'exclusion, il faut savoir que le « hasina » est important pour les Antemoro. Quelqu'un qui a perdu son « hasina », perdra toute son humanité. Il est considéré comme impur. Cette menace d'impureté qu'il fait peser sur la société condamne son existence* », relate

Jean Brunelle Razafintsandraofa, notable Tanala et député élu à Ikongo. Les Antevolo ne communiquent et n'entretiennent aucune relation avec les autres catégories sociales et sont cantonnés dans une dimension sociale restreinte.

**PHILIPPE BEAUJARD** et Jean Tsaboto, dans un texte publié dans les actes du colloque international sur l'esclavage, en septembre 1996, expliquent que « *les esclaves avaient une place dans le système social. Les parias, eux, considérés comme des chiens et non comme des hommes, sont socialement morts (...)* ». La tradition orale anteony rapporte que la déchéance des Antevolo serait due à une histoire sordide. Un Antemanaza se trouvait en voyage dans le Nord. Il rencontra en chemin un Anteony qui avait obtenu de nombreux zébus. L'Anteony fit avec lui un pari : il lui donnerait ses bœufs si l'Antemanaza osait s'accoupler avec un chien. L'Antemanaza accomplit l'acte proposé, et comme promis, l'Anteony lui donna ses bœufs. Mais il fit aussitôt parvenir une lettre au roi

anteony pour l'informer de ce qui s'était passé. Lorsque l'Antemanaza revint dans la Matatàna, le roi prononça sa déchéance à l'état de chien, et celle de « *tous ceux qui le soutiendraient* ». La déchéance prononcée par le roi de la Basse Matatàna s'étendit dans toute la région antemoro voire dans tout le Sud-est et dans toute l'île, dans une certaine mesure. Dans l'imaginaire collectif, le chien est considéré comme un animal impur, exactement comme les parias sont considérés comme des êtres humains « impurs ».

**CETTE VERSION DE L'HISTOIRE** qui remonte au 17<sup>e</sup> siècle est la plus partagée. Pour Jean Brunelle Razafintsandraofa cependant, il s'agit d'une métaphore. « *Quand on gagne une bataille, le meilleur moyen de s'assurer que le vaincu ne se rebelle pas est de l'abaisser au même rang qu'un chien. Les vainqueurs les forcent à avoir une relation sexuelle avec un chien. Ce qui les exclut pour de bon de la société* », explique-t-il. Pour les Antevolo, cette version de l'histoire n'est que pure invention. « *C'était*

*une manœuvre des Anteony pour s'approprier nos terres* », défend un quadragénaire du village. Les descendants de « celui qui a fauté » portent jusqu'à maintenant ce stigmate du passé. Ils doivent payer le lourd tribut du péché originel commis par leurs aïeux. « *Nous ne pouvons pas nous mêler avec les autres membres du clan. Je me souviens quand j'étais enfant, il y a eu un décès dans un village voisin. L'ensemble de la communauté de Nohona s'était cotisé pour offrir un bœuf à la famille du défunt. Mais on nous avait éconduits avec notre offrande* ». Ce témoignage reflète des exclusions dont sont victimes les Antevolo. Ces derniers vivent absolument séparés du reste de la société et sur les terres les moins fertiles. « *L'on ne peut pas consommer un animal qu'ils ont tué. Même le fait de manger avec eux sur une même natte constitue un sacrilège. Le fait de parler avec eux risque d'être très mal considéré par ma communauté* », témoigne un journaliste originaire du Sud-est. Les enfants Antevolo sont mis au ban dans les établissements scolaires et doivent subir blâmes et injures de manière constante.

**Y A-T-IL DONC UNE ÉCHAPPATOIRE** pour fuir cette destinée tragique pour les Antevolo ? Ils ont une petite chance d'intégration en migrant vers d'autres lieux et en se mariant avec une autre ethnie, comme Joelle l'a fait. La fuite en avant est la stratégie usitée. Durant la colonisation, un rite de réintégration a bien été organisé par le chef du district de Vohipeno, mais il a échoué. Pour le député élu à Ikongo, « *il s'agit d'un problème qui englobe une dimension étatique. Dans le système actuel où l'Etat centralise toutes les décisions et où les dirigeants n'ont pas pris en compte les dimensions historique et spirituelle, il sera très difficile de réintégrer le groupe. C'est une mission quasi impossible. Toutes les tentatives échoueront...* ». Malgré les barrières érigées, l'Etat a le devoir de réagir même si la culture du statu quo est prégnante à Madagascar. Le problème des Antevolo n'a plus sa place au 21<sup>e</sup> siècle. « *Philibert Tsiranana a été le premier à vouloir essayer de réunir les Antemoro et les Antevolo vers 1969. Selon les croyances dans la région, c'est ce qui a déclenché sa maladie qui a fini par le tuer en 1978. Une des raisons pour lesquelles, plus personne, moi y compris, n'ose parler et dénoncer cette situation dans le Sud-est* », explique Babala. A Antananarivo, Joelle éteint sa radio. Elle contemple le ciel bleu à partir de sa fenêtre. Elle lâche avec amertume : « *Malgré tout, mon tanindrazana me manque, malgré les souffrances que cela m'impose* ». **P**

## Une abolition d'esclavage venue d'en haut ou de l'extérieur apparaît inachevée

Cette déchéance (des Antevolo) n'est (...) saisissable que dans sa dimension religieuse, à l'intérieur d'un système de représentation élaboré par l'idéologie aristocratique. Elle s'inscrit dans une opposition du pur et de l'impur qui évoque évidemment la situation indienne mais renvoie aussi à des logiques symboliques plus générales (...).

Au regard de la dimension religieuse (...) mais aussi des problèmes économiques soulevés, on comprend que le rite d'intégration des Antevolo par la consommation commune - avec le roi Anteony et d'autres notables - d'un zébu sacrifié par un Antevolo, sur l'ordre du chef de district de Vohipeno, sous la colonisation française, n'ait pas été suivi d'effet.

Plus généralement, une abolition d'esclavage venue d'en haut ou de l'extérieur (décret de l'administration) apparaît inachevée. Entre les anciens maîtres et les anciens esclaves, les inégalités hiérarchiques persistent. Chez les Antemoro, on observe une différence très nette entre les esclaves émancipés par les roturiers lors de la guerre 1883 - 1884 (totale-ment

intégrés dans l'ensemble Ampanabaka) et ceux libérés en 1896 par le décret du pouvoir colonial. Ces derniers (...) vivent plus ou moins en marge de la société. Pour qu'une abolition soit efficace, il faut que la décision et l'idée émanent des maîtres (...) Les politiques adoptées par l'administration et les Eglises pour une réintégration des Antemanaza représentent un échec. L'implantation d'écoles et des temples dans des villages aneony et ampanabaka ouverts à tous, fermés en théorie aux Antemanaza et à leurs alliés, d'être sur un pied d'égalité avec les autres groupes sociaux. Tous reçoivent la même éducation et s'assoient côte à côte sur les mêmes bancs. Cependant, à la sortie des classes pour les élèves, de la messe pour les chrétiens, tout reste inchangé. Les Antemanaza restent l'objet du même ostracisme. Les écoliers ne terminent pas leurs études à l'école primaire (...)

dans *L'esclavage à Madagascar, Aspects historiques et résurgences contemporaines*. Actes du Colloque International sur l'esclavage, Antananarivo, 24 - 28 septembre 1996



## heriniaina mahosindrahaja

historien

### L'homme éclaire notre lanterne sur ce traitement spécial, dont sont victimes les Antevolo dans la société antemoro. Il se penche sur les origines historiques de ce fait.

**politikā LE REJET DES ANTEVOLO RESTE D'ACTUALITÉ DANS LA RÉGION DU SUD-EST. POURRIEZ-VOUS NOUS EXPLIQUER CE FAIT, EN REMONTANT À SON ORIGINE ?**

**heriniaina mahosindrahaja** La société Antemoro est très hiérarchisée. Particulièrement, dans la période précoloniale, c'est-à-dire durant la royauté. Les Antemoro se sont structurés selon une hiérarchie précise catégorisant la société suivant leurs origines et leurs spécialisations. En haut de l'échelle, il y a la caste des Anteony composée des Antemahazo et des Antesambo. Des nobles qui détiennent et exercent le pouvoir politique. Ensuite, viennent les Antalaoatra dont les Anakara, les Zafintsimeto, les Zafimbolazy, les Antesakoana, les Anterotra, les Anteseranambary et les Onzatsy. Ces derniers, toujours des nobles, exercent le pouvoir religieux. Au troisième niveau, il y a les Fanarivoana, la caste des roturiers lesquels, après des révoltes à la fin des années 1800, ont pris le nom commun d'Ampanakaba. Au quatrième niveau se situent les Andevo ou les dépendants. Et ce n'est qu'au plus bas de l'échelle, inférieurs aux Andevo, que l'on retrouve les Antevolo. Une caste composée des Antemanaza, des Antesira et des Antevandriky.

**IL Y A UNE DIMENSION DE LA PURETÉ ET DE L'IMPURETÉ DANS CE FAIT DE SOCIÉTÉ...**

Les origines de leur exclusion remontent au temps du Marotalily, un grand ouvrage qui retrace toute l'histoire de ces royautes. Selon l'histoire, dans le Sud-est, ces Antevolo sont associés et considérés comme des chiens. L'animal le plus tabou de la société. Ce sont des personnes impures avec lesquelles aucun contact n'est permis. Des tabous absolus ou « Sandrana ». Toujours d'après l'histoire, cette communauté aurait fait des fautes graves dans la société Antemoro. Raison pour laquelle elle a été maudite. Une histoire qui remonte au 17<sup>e</sup> siècle, durant le règne d'Andriamandia. Un roi



«  
la  
marginalisation  
des Antevolo est  
orchestrée par  
tous les natifs de  
la région

qui avait mobilisé les roturiers pour aménager les rizières de Matatàna. Cependant, ils se sont révoltés. Et sous l'impulsion d'Andriamasy, propre neveu d'Andriamandia, ils ont renversé ce dernier. Andriamandia - qui avait les Antemanaza comme alliés - a pu se réfugier chez les Antesaka. Laisant derrière lui ses partisans qui ont été bannis.

**COMMENT CETTE POPULATION VIT-ELLE ACTUELLEMENT CETTE EXCLUSION ?**

Ils ont vécu et continuent à vivre dans des villages séparés. Durant la période précoloniale, les Antevolo étaient surtout des potiers. Mais aujourd'hui, ils fonctionnent comme toute communauté. Ils vivent et exercent des activités économiques comme tout le monde. Ce, en dépit du fait que tous les autres clans continuent à les rejeter. Certains quittent leur village d'origine et partent se réfugier ailleurs, en dehors de la zone Sud-est.

**À L'ÈRE ACTUELLE DE LA PROMOTION DE L'ÉQUITÉ, DES DROITS DE L'HOMME ET DE LA JUSTICE SOCIALE, COMMENT PERCEVEZ-VOUS CETTE EXCLUSION ?**

(...) Les Antemoro sont les plus concernés et les plus stricts par rapport à ce tabou absolu que représentent les Antevolo. Néanmoins, cette marginalisation est orchestrée par tous les natifs de la région, qu'ils soient Antemoro, Antesaka ou autres. Toutefois, la montée du christianisme a permis aux Antevolo de commencer à se mêler aux populations. Que ce soit aux marchés, dans les rues, etc. Seul le contact physique et sexuel demeure strictement interdit. Ce qui constitue malgré tout un grand pas en avant en termes de justice sociale, comparé à la situation d'il y a 50 ans.

Andriamanambe Raoto

## A mi-mandat, quel bilan tirez-vous du régime actuel ?



**Jocelyn RAVELOJAONA, père de famille**

Ceux qui sont au pouvoir sont trop occupés à leur enrichissement personnel à un stade inadmissible. Ce, au détriment de la population qui en paye un lourd tribut. La gabegie au sein de l'Administration est effarante et l'on est tenté de se demander si nous ne sommes pas restés au stade d'il y a 5 ans voire 10 ans. Nous stagnons assurément. Pire, au quotidien, je ressens que nous régressons: le prix des denrées alimentaires s'est envolé alors que le pouvoir d'achat n'a pas bougé d'un iota. Le riz, l'huile et les autres produits de première nécessité sont devenus presque inaccessibles, ce qui est inquiétant pour le présent et pour l'avenir. Pourtant, le tableau n'est pas entièrement noir. Félicitons quand même l'Etat d'avoir mis l'accent sur les infrastructures de développement qui constituent les pivots de la société et de l'économie. Mais je pense qu'il peut mieux faire: notamment en mettant fin à l'enrichissement personnel.



**Ialy Ny Aina RAJEMISA, étudiante en sciences politiques**

Personnellement, je trouve que rien n'a changé de manière fondamentale dans le pays depuis 2013. Nous sommes dans une phase de statu quo. Faut-il rappeler les grands espoirs placés en notre Président, au sortir de longues années de Transition? Il a incarné ce vent de renouveau qui devait souffler sur le pays après 5 années de mise au ban, mais pourtant cette attente a été déçue par la situation actuelle et par les perspectives qui s'offrent au pays. Pourtant, ce n'est pas faute d'avoir essayé, mais rendons-nous à l'évidence, il n'a pas apporté les changements escomptés que cela soit dans le domaine social, économique et encore moins dans la politique, où les pratiques sont toujours autant malsaines. Cela a induit comme conséquence que le peuple malgache est devenu indifférent par rapport à la politique en général et surtout en référence à celle appliquée par l'Etat actuellement.



**Alban RAKOTOARISOA, dit Gangsta Babà, Président de l'Antoko Politika Madio**

J'attribuerai la note de 2 sur 10 au régime actuel et je suis encore tolérant avec cette estimation. Il n'atteint pas la moyenne sur tous les tableaux. Il ne s'agit nullement d'un ressentiment personnel, mais c'est un constat un peu amer que je dresse de la situation actuelle, malgré quelques acquis qui se résument en des inaugurations par ci et par là. Les objectifs ciblés n'ont pas du tout été atteints, nonobstant les promesses formulées. Je déplore un fait: il y a eu un manque cruel de préparation. Accéder au pouvoir demande une certaine préparation car cet exercice relève de l'art et de la stratégie. J'estime que les personnes au pouvoir l'ont été par hasard voire par accident. L'aspect le plus décevant pour moi se rapporte au népotisme, à la corruption, aux trafics en tout genre... C'est toujours la même histoire. Mais le plus désolant, c'est que les leçons du passé n'ont pas été apprises.



**Yvan Fabius** a suivi un cursus en Gestion - informatique à l'Université de Barikadimy avant de poursuivre un Master 2 documentaire de création - Université Stendhal Grenoble 3-Ardèche Images (Lussas). Passionné par le multimédia, Yvan Fabius est également vice-président de « Ino Maresaka à Tamatave » et milite pour la bonne gouvernance. Il a comme cheval de bataille la lutte contre les injustices sociales sous toutes ses formes. YLTP 2015.

## L'union fait la force, à travers les réseaux sociaux

Toamasina est une ville riche qui a tout le potentiel nécessaire pour être un levier de développement de Madagascar. Malheureusement, elle n'a cessé de se dégrader. Le 24 avril 2014 est né le groupe « Ino Maresaka à Tamatave », en français, « Quoi de neuf à Tamatave ? » sur Facebook, l'un des réseaux sociaux les plus utilisés actuellement.

A l'époque, ce groupe a été créé à l'initiative d'une dizaine de jeunes de Toamasina qui a constaté que la valeur « be tsy misaraka » (la solidarité de la masse populaire) est en train de se perdre. Cette solidarité forte qu'on généralise à Madagascar par le « fihavanana » a été ébranlée et fragilisée par l'extrême pauvreté qui détruit chaque jour la société malgache. La première raison d'être d'« Ino Maresaka à Tamatave » est donc de retrouver et de renforcer cette solidarité, à travers le partage. Nous sommes passés de 10 à 43 000 membres composés de résidents, d'expatriés, d'étrangers qui se partagent tous les jours des nouvelles. Depuis juin 2014, les membres du groupe ont commencé à réaliser des activités sociales pour aider les compatriotes en difficulté.

Pendant un an et demi déjà, nous avons soutenu plusieurs familles: aide financière pour les soins d'une femme victime d'un jet d'acide par sa rivale, nettoyage de la plage et de l'avenue de l'Indépendance de la ville de Toamasina, distribution de plus de 20 fauteuils roulants à des personnes handicapées, etc. Bref, la liste des activités que nous avons réalisées est longue et elles ne s'arrêteront

pas de sitôt. Le travail ne fait que commencer et nos jeunes sont de plus en plus conscients de la nécessité de leur participation au développement de notre pays.

Tout cela n'aurait jamais pu se réaliser sans la participation de tout un chacun. Je cite les jeunes tamataviens qu'ils soient sur Tamatave ou ailleurs, la communauté étrangère qui vit à Madagascar, les diverses organisations de la société civile qui travaillent avec nous comme l'ONG LCDM avec qui l'on collabore de très près.

Grâce à tout ce que nous avons effectué sur Toamasina, d'autres groupes se sont créés à travers la Grande île. Nous avons montré l'exemple et notre souhait serait

que chaque jeune malgache soit conscient de la nécessité de la participation active au développement de Madagascar.

Personnellement, je pense que le développement de la Grande île passera obligatoirement par la solidarité, mais surtout par la volonté de tous de changer. A l'image d'« Ino Maresaka à Tamatave », les dirigeants de notre pays devraient

laisser de côté leur intérêt personnel pour

mettre en valeur celui du peuple. Le revers de la médaille, c'est qu'à ce jour, personnellement je reçois des centaines de messages sollicitant « Ino Maresaka à Tamatave » pour des collaborations. Cela demande du temps et beaucoup d'énergie. Certains membres de notre association et moi-même recevons des menaces venant d'autorités et d'organismes qui ressentent notre force comme une menace.

Unissons notre énergie et notre intelligence. Le développement de notre Grande île ne pourra passer que par l'union. Dans « Ino Maresaka à Tamatave », c'est notre union qui fait notre force! P

**notre souhait serait que chaque jeune malgache soit conscient de la nécessité de la participation active au développement de Madagascar**



réagissez sur [www.politika.mg](http://www.politika.mg)



Chaque numéro de Politikà est une occasion pour les citoyens de se prononcer sur un sujet

nouvel an malgache

# Un courant d'opinion divergeant



**Chaque 1<sup>er</sup> janvier, « Bonané! ». Tellement nous sommes habitués à faire de cette date la plus festive de l'année que se retrouver en Chine ce jour-là...**



Vahömbey Rabearison



Mamy Randrianasolo

**R**ien à dire. On ne peut être plus stupéfait. Personne n'en a cure. Les gens là-bas ont leur début d'année à eux. Changeante, d'ailleurs et non fixe comme la nôtre.

**LA NÔTRE ?** Est-ce nôtre ce 1<sup>er</sup> janvier du calendrier grégorien? Bien sûr, depuis l'ère moderne, celle de l'occupation étrangère de nos terres. Auparavant, les mis-

sives royales se dataient encore par «*adalo*» de ceci ou «*asorotany*» (des signes astrologiques malgaches) de cela. C'est quoi ce charabia, se demanderont les jeunes d'aujourd'hui. Rien de rien, répondront les bienpensants. C'est du délire ancien. En quoi cela nous concernerait-il, nous les bons paroissiens? Constat un rien trivial, certes, mais nous en sommes là aujourd'hui. Heureusement encore qu'il y

a vingt ans, le ministère de la Culture de l'époque avait su instituer, contre vents et marées le scandaleux; «*Alahamadibe*» (L'*Alahamadibe* est pratiqué depuis le XVI<sup>e</sup> siècle, initié par le roi Ralambo pour marquer son jour de naissance, et confondu ensuite à tort avec la fête des rois puisque nombre de ses successeurs étaient nés également pendant la même période de l'année. La reine Ranaivalona III changea

même la date en novembre pour son anniversaire. Cependant, avec l'implantation du christianisme, cette fête tomba dans la désuétude sans pour autant disparaître complètement, certaines familles continuant de la pratiquer. Durant les dernières décennies, des ministres et quelques notables ont essayé de promouvoir le retour officiel de cette fête, mais ne sont pas arrivés à l'imposer (NDLR). Du moins, en imposant l'idée. Pour s'apercevoir très vite comment elle allait imploder.

**A PROPOS DU TAOMBAOVAO** malagasy (le Nouvel An malgache), début traditionnel de l'année, chaque courant d'opinion tient à hurler la vérité de son clocher. Le plus imposant se trouve du côté de Rarihasina à Analakely. Avec un marketing mieux rôdé, il gagne de plus en plus de terrain auprès d'un public de mieux en mieux averti. A preuve, son succès médiatique renforcé par les réseaux sociaux en mars dernier. Son principal challenger attendra le mois de juillet prochain pour célébrer le sien. D'ailleurs, pour mieux le faire valoir, ses partisans investissent désormais le cœur de la capitale. Le symbolique comme le sacré s'y représentent par le feu. Perpétuer la vie. Ces deux challengers ont en commun d'établir leurs comptes (le calcul d'éléments calendaires) en soli-lunaire. Autrement dit, le comptage du temps et la fragmentation de la durée tiennent compte à la fois des mouvements du soleil et de ceux de la lune. L'assimilation d'un tel processus de couplage donne lieu à des interprétations censées aider l'humain à se gouverner au quotidien. Si le courant Rarihasina se revendique d'une source antémoro sensiblement modifiée par le cercle du Dr. Rakotonirainy du Trano Koltoraly Malagasy et de ses héritiers spirituels, le challenger se déclare, par contre, issu du *Ntaolo merina*. Encore faut-il



## un calendrier malgache d'influence orientale

A l'instar du «*Sorabe*», le calendrier malgache a tiré son origine de la civilisation orientale. Notamment des noms arabes des constellations du zodiaque où la notion de destin «*vintana*» est très importante voire omniprésente. Le calendrier en lui-même et les «*vintana*», sous influence lunaire, dominent la personnalité des Malgaches. Celui-ci comprend en total 12 mois auxquels sont liés différents destins. Le premier mois, l'*Alahamady* tiré de l'*Al-h'amal*, se situe entre les mois de mars et avril du calendrier grégorien, à l'équinoxe de l'automne austral. S'ensuivent l'*Adaoro* tiré d'*Ath-thaûr*, entre avril et mai, puis l'*Adizaozy* d'*Al-dzaûza*, l'*Asorotany* d'*As sarat ân*, l'*Alahasaty* d'*Al-Asad*, l'*Asombola* d'*As sumbula*, l'*Adimizana* d'*Al-mizan*, l'*Alakarobo* d'*Al-aqrab*, l'*Alakaoza* d'*Al-qaûs*, l'*Adijady* d'*Al-djadi*, l'*Adalo* d'*Ad-dalû*, et enfin l'*Alahotsy* d'*Al-h'ût* qui se situe entre février et mars. Au nombre de 28, les destins du calendrier malgache font référence aux 28 maisons de l'astrologie arabe. Ils influencent énormément le mode de vie des Malgaches. A l'exemple de traditions dans la construction, où l'on retrouve une parfaite représentation de l'année lunaire. En effet, les points cardinaux, les murs et les angles

des maisons traditionnelles malgaches sont associés aux différentes positions de la lune au cours de l'année.

----- Karina Zarazafy



savoir que leur divergence relève autant de l'ésotérique proprement dit que du politique tributaire des points de vue historiques.

**EN VÉRITÉ, LA DIVERSITÉ** des almanachs malgaches ne se limite pas seulement aux seuls fournis par ces challengers. Il existe aussi un comput exclusivement lunaire. Le fameux «*Isalava Anakara*» connu et utilisé par ses seuls initiés, rompus aux techniques les plus précises qui soient en astrologie. Ainsi de même, celui dit «*Vazimba Vakiantety*» en usage encore auprès des paysans du *Vakinankaratra*, entre autres. Quoique comparables, ces

deux modes ne sont pas tout à fait similaires. La différence tient à l'instant du début de comptage à chaque nouvelle lune.

Bref, nous aurions pratiquement trois, voire quatre, *Taombaovao* à Madagascar, au moins. Lequel choisir et instituer officiellement? Choix cornélien. Intrinsèquement, ils se valent tous. A moins d'imposer arbitrairement une date fixe. Celle du début des moissons (*fararano*), par exemple; peut-être? Ainsi aurons-nous une date à mettre au service du marketing. Le culturel se doit aussi d'être économiquement rentable, n'est-ce pas? D'ici là, mesdames et messieurs,... Bonané! **P**

### les destinées chez les Malgaches

Les Malgaches parlent de «*bonnes destinées*» et de «*mauvaises destinées*». Ce sont, en effet, les destinées qui importent. Celles-ci impriment au jour son caractère. Si la destinée est bonne, le jour où elle survient doit être bon et heureux: si elle est mauvaise, le jour doit aussi être mauvais et néfaste. En ce sens on peut parler de «*jours fastes*» et de «*jours néfastes*».

artide

# Le malaise de l'art contemporain

**Malgré les affres du quotidien, des artistes malgaches bouillonnent de créativité. Plongée dans cet univers particulier qui n'est pas épargné par les polémiques.**



Jeff Koons au château de Versailles n'a pas suscité que de l'enthousiasme



Mammie Fanahimanana

**A** Madagascar, la plupart de la population, et particulièrement l'Etat, sont, par défaut, insensibles à l'art. Si en France, les artistes contemporains sont exilés dans la Grande île, ils sont tout simplement ignorés. La source principale de cet «artide» va à double sens, l'Etat et les artistes eux-mêmes, paradoxalement.

«**SI L'ON FAIT EXPLOSER** un musée d'art contemporain, on va dire que c'est de l'art contemporain», écrivait un blogueur sur un ton ironique. Beaucoup ignorent malheureusement ce qu'est l'art contemporain. On l'assimile à un passe-temps pour les riches et les bourgeois. De nos jours, l'inculture s'amalgame sensiblement avec le marketing. Pour Christine Sourgins, historienne de l'art, essayiste et écrivain, «l'art contemporain n'est plus qu'une question de force financière, médiatique et institutionnelle». Il a perdu sa valeur depuis le caprice de Marcel Duchamp, déclarant «l'urinoir tel un objet d'art». Puisqu'il s'agit d'un dogme, l'on obéit sans remise en question parce que les idéologues affirment que «c'est

de l'art». C'est le cas de tous les pays du monde et non seulement à Madagascar. Une génération de suivistes qui se contente d'apprécier sans pour autant creuser l'histoire. Jonny Andriamanankovavy, musicien et plasticien, appuie cette théorie. «Les représentations proposées constituent plutôt une nébuleuse d'excentricités qui n'a plus grand-chose à voir avec les canons de l'esthétisme définis par Leonardo Da Vinci ou Michelangelo» se désolait-il. Il étaye également la thèse de l'art contemporain à la merci d'une dérive mercantile. «Il est aujourd'hui plus un objet commercial qu'un développeur de sensation. C'est ainsi que, pour beaucoup, voir un Jeff Koons exposé au château de Versailles relève plus de l'imposture et du coup médiatico-commercial que d'un événement artistique majeur», soutient-il.

**DEPUIS DUCHAMP**, n'importe quel objet pourrait être de l'art. Le concept de l'art contemporain est maintenant différent chez les uns et les autres, il s'agit d'un monde et non d'œuvres. Les œuvres de la jeune illustratrice malgache, Catmouse James, révèlent bien cette idéologie: ne pas se focaliser dans l'objet mais dans ce qu'il va provoquer. C'est certainement la raison pour laquelle, ses détracteurs qualifient plutôt ses œuvres de «simple manga» qu'autre chose. L'art contemporain c'est la déviation des normes de l'art moderne et de l'art classique. Or, c'est cette différence que l'on méconnaît encore aujourd'hui.

Dans son ouvrage «Le paradigme de l'art contemporain, structures d'une révolution artistique», la sociologue et spécialiste d'art Nathalie Heinich part du constat

que les partisans et les opposants de l'art contemporain ne parlent finalement pas de la même chose. L'art contemporain est un genre et non une période ni une chronologie. Son principe exige tout simplement de l'originalité et un minimum de connaissance, un «régime de singularité». Cela explique peut-être pourquoi de nombreux peintres n'ont rien à dire sur leurs propres œuvres, il suffit d'être... original.

**LA GRANDE ÎLE** est une vaste plateforme d'arts et de culture, mais cela ne privilégie que les touristes et quelques nantis. «L'art a toujours été plus ou moins contrôlé par le mécénat et la nomenclatura, mais l'art contemporain est devenu le placement d'excellence pour les grands argentiers», explique Jonny Andriamanankovavy. Si la majorité des Malgaches demeure insensible à l'art,

c'est avant tout la faute du pouvoir public qui ne l'y éduque pas. Malgré l'existence des réseaux sociaux et des différents médias, le système d'informations est encore aléatoire. Nombreux plasticiens et peintres restent coupés du monde et ignorent, par exemple, l'existence de grands événements tels que Dak'art, l'unique biennale d'art contemporain du continent africain. Néanmoins, il faut saluer l'effort du secteur privé et de partenaires pour la mise en place de centres culturels, mais ils se limitent à la capitale. Beaucoup d'artistes demeurent invisibles et totalement isolés. A Madagascar, aucune institution ni école de beaux-arts n'existe. Rares sont les Malgaches qui s'intéressent à des événements artistiques contemporains. Pourtant, Madagascar abonde en culture et n'a rien à envier au reste du monde. **P**



**Nono RAMARO (Landry Richard Ramaroniaina)**  
Artiste peintre



Mammie Fanahimanana

“ **L'artiste doit s'adapter à la réalité !** ”

**CET ARTISTE A CRÉÉ UN STYLE PROPRE À LUI UNE TOUCHE DE «MODERNISME» QUI LE SINGULARISE.**

**Comment percevez-vous la génération actuelle d'artistes ?**

Je trouve que de nos jours la plupart des artistes peintres se positionnent comme des créateurs, c'est là le problème. N'ayant aucune idée du message transmis par leurs œuvres, le public est confus. En tant qu'artiste, je suis un observateur et un reproducteur. Mon rôle est d'éduquer le peuple en lui rapportant «divers» faits. Je me dois donc de prendre un modèle et la société en fait grandement partie, je ne peins que ce que je vois. Pour moi, l'artiste représente

la société, donc il doit s'informer avant de parler de son rêve.

**Comment rendre les Malgaches sensibles à l'art ?**

Ce n'est aucunement le problème de l'artiste car jamais l'art n'a intéressé les Malgaches. Le peuple est pauvre, il n'a pas le temps d'y penser même si on faisait notre travail gratuitement. L'artiste doit s'adapter à la réalité! Je suis réaliste car moi-même, je n'ai plus le temps de discuter, d'expliquer ni de chercher ce qui n'existe pas. La tendance actuelle, c'est la légèreté, faire des œuvres adaptées au pouvoir d'achat de la majorité sans se poser des questions.

**Pensez-vous que le ministère de la Culture y est pour quelque chose ?**

La culture a existé bien avant le ministère, cela signifie que nous ne savons tout simplement pas «aimer». Alors, même si on effectuait une éducation artistique, cela ne changerait rien. Le ministère réitère souvent «mitady ny very», une idéologie tout à fait à l'opposé de la mienne. C'est aux chercheurs de faire connaître l'histoire de chaque époque avec l'aide d'un artiste de leur société. Mes tableaux ne représentent aucun symbole de Madagascar comme l'aloalo, Anosy, bivouac, etc. Je ne suis pas obligé de répéter la même chose pour qu'on sache que je suis artiste. Le public doit accepter l'évolution et le changement, rien n'est donc perdu!

# Que **reste-t-il** de notre **culture**? Au nom de tout ce qu'**on a oublié**



**L**a culture, a-t-on l'habitude de dire, c'est ce qui reste quand on a tout oublié. Comme on aime bien prendre les choses au pied de la lettre à Madagascar, on a effectivement tout oublié. Un effacement façon Alzheimer. D'autant plus que l'on ne s'est pas vraiment soucié de passer le relais, de transmettre aux générations suivantes l'héritage de l'histoire, lequel est à l'origine des traits distinctifs, spirituels et intellectuels, qui caractérisent une société, une nation.

Ceci explique le foisonnement de faux débats et de questionnements inutiles dans les espaces publics et les médias. On a oublié que l'expansion merina continuait ce que les rois Sakalava étaient les premiers à tenter : l'unification de Madagascar. Un mouvement qui s'inscrit dans l'histoire universelle, de tous les temps et dans toutes les civilisations. On a oublié que c'étaient des élus originaires de tout Madagascar qui ont opté pour la voie républicaine et l'Etat unitaire au lendemain de la colonisation qui a duré 64 ans. Ce qui est toujours bon à rappeler à un moment où des opportunistes vont jusqu'à remettre en cause le choix du drapeau et de l'hymne national. On a oublié que la démocratie, malgré l'origine «vazaha» du mot, n'était nullement étranger à nos ancêtres du temps de «Gola». Si le mot «mpanjaka» viendrait effectivement du sanskrit «yaga» qui signifie «viande prémisses», comme disait Joseph Rakotonirainy, le mpanjaka est donc

celui qui établit ou distribue le «jaka», morceau de viande cuit et conservé pour être distribué à chaque «Fandroana». Le «morceau de viande qui entretient la parenté», selon le proverbe bien connu. Qui a parlé de redevabilité ?

Ainsi, la principale charge du détenteur de pouvoir est le rassemblement et la protection du peuple, tout en veillant à une distribution équitable du «jaka», sinon le peuple lui retire son «hasina» qui, à la fois, légitime et légalise le pouvoir. Les chefs communautaires Tanàla aimaient rappeler à leur roi «si tu dis : je suis mpanjaka et n'ai besoin de personne, nous te disons : nous t'avons élu mais nous pouvons te destituer». Dans le royaume merina de la moitié

## la principale charge du détenteur de pouvoir est le rassemblement et la protection du peuple

du 20<sup>e</sup> siècle, l'accapement progressif du pouvoir par les Hova d'Avaradrano et le consentement tacite de la plèbe peut être expliqué comme un rejet des «mpanjaka» devenus incapables d'assurer le rassemblement et la protection du peuple. Le missionnaire William Ellis (missionnaire protestant britannique membre de la London Missionary School) témoin oculaire, a même rapporté que le mot «République» a été prononcé en 1863 après l'éviction de Radama II du pouvoir. Cessons d'oublier et essayons d'approfondir les héritages que nous ont laissés nos «raiamandreny» dont les systèmes de valeurs, avec leurs propres traditions, croyances et modes de vie, s'avèrent finalement universels. Arrêtons de laisser se renverser l'huile sur nos têtes respectives («mandraraka ilo mby an-doha»). C'est ce qui alimente le feu sacré de la transmission des savoirs. Au nom de tout ce qui nous sépare et qui cimente finalement notre unité. **P**

A 17 ans, **Randy Donny** commençait à publier des articles dans différents quotidiens malgaches parallèlement à des études d'histoire et géographie à l'Ecole normale supérieure. En 1996, il intègre la rédaction du quotidien L'Express de Madagascar puis rejoint Les Nouvelles en 2004. Il en deviendra le rédacteur en chef avant de quitter ce journal en 2007. Randy Donny siège au sein du Haut conseil pour la défense de la démocratie et de l'état de droit (HCDDED).



## Migration et nationalité à Madagascar

«(Les étrangers) qui viennent s'établir définitivement ou pour un séjour plus long, peuvent parfois finir par être mis au ban de la société». D'emblée, Lovy Rabary et Hery Andry Rakotonanahary plantent le décor dans ce «policy paper» qui est consacré à la migration et à la problématique de la nationalité dans la Grande île. La rédactrice en chef de l'Express Madagascar et le sociologue dressent d'abord l'historique succincte du peuplement malgache avant de s'intéresser aux problématiques juridiques soulevées par la migration, puis se focalisent sur les usages des catégories sociales liées aux phénomènes de la migration malgache avant de plaider pour une politique de la migration.

de Lovy Rabary-Rakotondravony et Hery Andry Rakotonanahary  
Téléchargeable sur le site [www.fes-madagascar.org](http://www.fes-madagascar.org)

## Étude sur l'industrie textile-habillement-cuir Madagascar

Madagascar est confronté à une situation de recul de la croissance économique, indissociable des distorsions du marché du travail et de la crise de l'emploi, qui n'a pas épargné le secteur des Entreprises franches (EF). C'est l'objet de cette étude qui est consacrée à l'industrie textile-habillement-cuir dans la Grande île. Elle porte sur les caractéristiques des entreprises franches du textile. L'étude relève que les investisseurs dans le secteur habillement textile sont en majorité de nationalité mauricienne, suivis des investisseurs chinois, des entreprises de nationalité chinoise française ou malgache. 50% des entreprises sont membres du GEFP. Elle consacre également des chapitres sur les relations de travail, la sécurité sociale, etc.

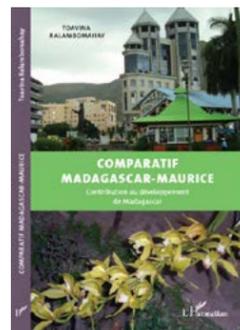
Téléchargeable sur le site [www.fes-madagascar.org](http://www.fes-madagascar.org)



## Comparatif Madagascar-Maurice : contribution au développement de Madagascar

Bien que publié en 2013, cet ouvrage demeure une pierre angulaire dans l'approche comparative de deux îles que tout unit et que tout oppose surtout sur le plan du développement. Bien peu ont entrepris des recherches sur Madagascar et Maurice car ce n'est qu'aujourd'hui que des éléments scientifiques et des données comparables peuvent être exploités. La première partie de cet ouvrage examine les aspects politiques et juridiques tandis que la seconde se penche sur les aspects sociaux, culturels et économiques des deux îles. Écrit par Toavina Ralambomahay, il est toujours d'actualité et rappelle le long chemin que doit encore arpenter Madagascar avant de se développer, comme Maurice l'a fait.

de Toavina Ralambomahay, Edition l'Harmattan



# TOPS & FLOPS

• **Hassanein Hiridjee**, Président du groupe Hiridjee, figure dans le classement 2015 de l'**Institut Choiseul**. Ce *think-tank* publie une liste regroupant les **100 leaders économiques** africains de demain.

• La **Cour des comptes** malgache a enfin publié un rapport. C'est le premier depuis près de 14 ans. Il s'agit des **études couvrant la gestion publique** de 2001 à 2014.

• Après 5 années de turbulence, **Air Madagascar** sort enfin de l'**annexe B de l'Union européenne**. La compagnie aérienne peut entrevoir un **redécollage**.

• Les **Baréa de Madagascar** ont pris une valise lors d'un match l'opposant à l'équipe de la RD Congo. **Vaincue 1-6** sur son propre terrain, l'équipe nationale malgache continue de **faire pâle figure**.

• La **Présidence** a cultivé l'opacité autour de l'**«affaire Falcon»**. Ce jet, d'une valeur d'à peu près **40 milliards d'ariary**, a fait la Une des médias sans qu'**aucune explication** n'ait été donnée pour dissiper les **doutes**.

• Les **accidents** impliquant des véhicules de **transport en commun** ont été légion durant le premier semestre. L'indiscipline, ainsi que la **vétusté de ces voitures**, constituent un **cocktail funeste**.



# Chère lectrice, cher lecteur,



Encore un nouveau magazine, dites-vous, sur un marché qui semble déjà saturé, du moins en jugeant du nombre de nouveaux titres de ces derniers temps.

Nous saluons la vitalité de la presse à Madagascar. C'est un bon signe pour la démocratie. Néanmoins, nous croyons fort que notre magazine va y ajouter une touche bien distincte. Politikā. Nous sommes conscients que le nom, que nous avons délibérément choisi, fait preuve d'une certaine prétention. Dans une époque où l'évocation seule du mot « politique » suscite chez beaucoup de vives réactions, de désintérêt visible, voire de dégoût et de rejet. La politique ne fait pas rêver. Bien au contraire.

Certains disent que nous avons aujourd'hui pratiquement touché le fond. Le pays tout entier semble souffrir d'une profonde dépression. « *Ni même une lueur d'espoir qui permette de croire à un changement possible, à la fin des corruptions, à un début de progrès durable...* », comme le décrit si bien notre contributeur Mialisoa Randriamampianina.

C'est dans cet environnement, et en dépit de tout cela, que nous avons décidé de lancer un magazine qui aimerait redonner une lueur d'espoir à ceux qui tournent le dos à la politique, mais qui devraient s'y intéresser plus que jamais ! Car la politique n'est pas l'affaire d'une poignée d'hommes (ni de femmes). Elle est l'affaire de tous, elle est à tous. La politique se réfère essentiellement à la question : comment voulons-nous vivre ? Le refus n'en est donc pas une option. Tout au contraire, Politikā appelle à vaincre l'apathie, la résignation et le rejet. Car il s'agit de réclamer une démocratie qui n'a jusqu'au jour d'aujourd'hui pas encore connu son plein épanouissement à Madagascar.

Politikā est, d'abord, une équipe de jeunes journalistes qui se veut être une plateforme de dialogue et de débat. Nous voulons donner aux jeunes leaders d'opinions, politiques et politisés, un véhicule pour répandre leurs idées. Politikā se veut un lieu de réflexion.

Une réflexion plus en profondeur sur le présent et l'avenir de la chose politique à Madagascar. Une réflexion qui devrait dépasser le cadre du quotidien sensationnel. Politikā se veut aussi un lieu d'articulation des non-dits, un lieu d'analyse et aussi de révélation. Dire ce qui est n'est pas toujours une évidence. Il y a une vérité cachée derrière les beaux « *kabary* » et le spectacle qui nous sont présentés. « *A une époque de supercherie universelle, dire la vérité est un acte révolutionnaire* » (George Orwell).

Politikā se veut un magazine qui prône l'espoir et la possibilité de réclamer notre démocratie. Nous croyons que ceci n'est pas possible en restant dans une objectivité improductive. Tout au contraire. Il s'agit de prendre position et d'encourager la prise de position ! La ligne éditoriale sera progressiste au meilleur sens du terme : orientée vers le progrès et vers le changement. Un magazine convaincu que Madagascar progressera davantage s'il s'ouvre au monde au lieu de s'agripper jalousement à des vieux concepts d'un passé révolu.

Politikā se veut aussi activiste. Activiste dans le sens d'encourager les jeunes et moins jeunes malgaches à s'immiscer dans la politique ! Au lieu d'attendre le prochain faux messie, c'est à eux et à chacun de comprendre la politique comme une chose qui appartient à tous. La démocratie est un champ de bataille. Bataille d'idées, bien sûr. Mais mieux vaut se battre et se débattre en démocratie que de rester dans le mutisme et l'endurance jusqu'au rien-ne-va-plus. **P**

Marcus SCHNEIDER

# politikā

**DIRECTEUR DE LA RÉDACTION**  
Marcus SCHNEIDER

**COMITÉ DE LECTURE**  
Dominique RAKOTOMALALA  
Jean Aimé RAVELOSON

**DIRECTEUR GÉNÉRAL FONDATEUR**  
Tanteliarimiza RAKOTOMALALA

**DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT**  
Herisata Zoniaina RAJAONISAONA

**DIRECTEUR DE CRÉATION**  
Toky RAJAONA

**RÉDACTEUR EN CHEF**  
Andriamanambe RAOTO

**CHEF DE PUBLICITÉ**  
Miangaly ANDRIANALY

**DIRECTEUR ARTISTIQUE**  
Nirilanto RAMANAMISATA

**INFOGRAPHISTE**  
Gino RAMIADAMAHEFA

**ATTACHÉ DE PRODUCTION**  
Anjasoa RANDRIANASOLO

**EQUIPE PERMANENTE**  
Alain ILONIAINA  
Hilda HASINJO  
Karina ZARAZAFY  
Mammie FANAHEMANANA

**CONTRIBUTEURS**  
Catmouse JAMES  
Mialisoa RANDRIAMAMPANINA  
Randy DONNY  
Rick ROWDEN  
Tsirisoa RAKOTONDRAVOAVY  
Vahômbey RABEARISON  
Yvan FABIUS

**SECRETARIAT DE RÉDACTION**  
Pela RAVALITERA

**PHOTOS**  
Agence Nationale d'Information Taratra  
Alain ILONIAINA  
FES Madagascar  
Gino RAMIADAMAHEFA  
Mamy RANDRIANASOLO  
Nirilanto RAMANAMISATA  
Toky RAJAONA

redaction@politikā.mg

Expansion Madagascar est une publication de



La reproduction, même partielle, des articles et illustrations parus dans Politikā est interdite sans l'autorisation écrite de l'éditeur. Politikā décline toute responsabilité pour les documents remis.

redaction@politikā.mg

# la politique, à portée de clic.



retrouvez la version 100% numérique de politikā,  
où vous voulez, quand vous voulez,  
sur [www.politika.mg](http://www.politika.mg)

politikā

vivons la politique. différemment.

**politikā**

**vivons la politique. différemment.**